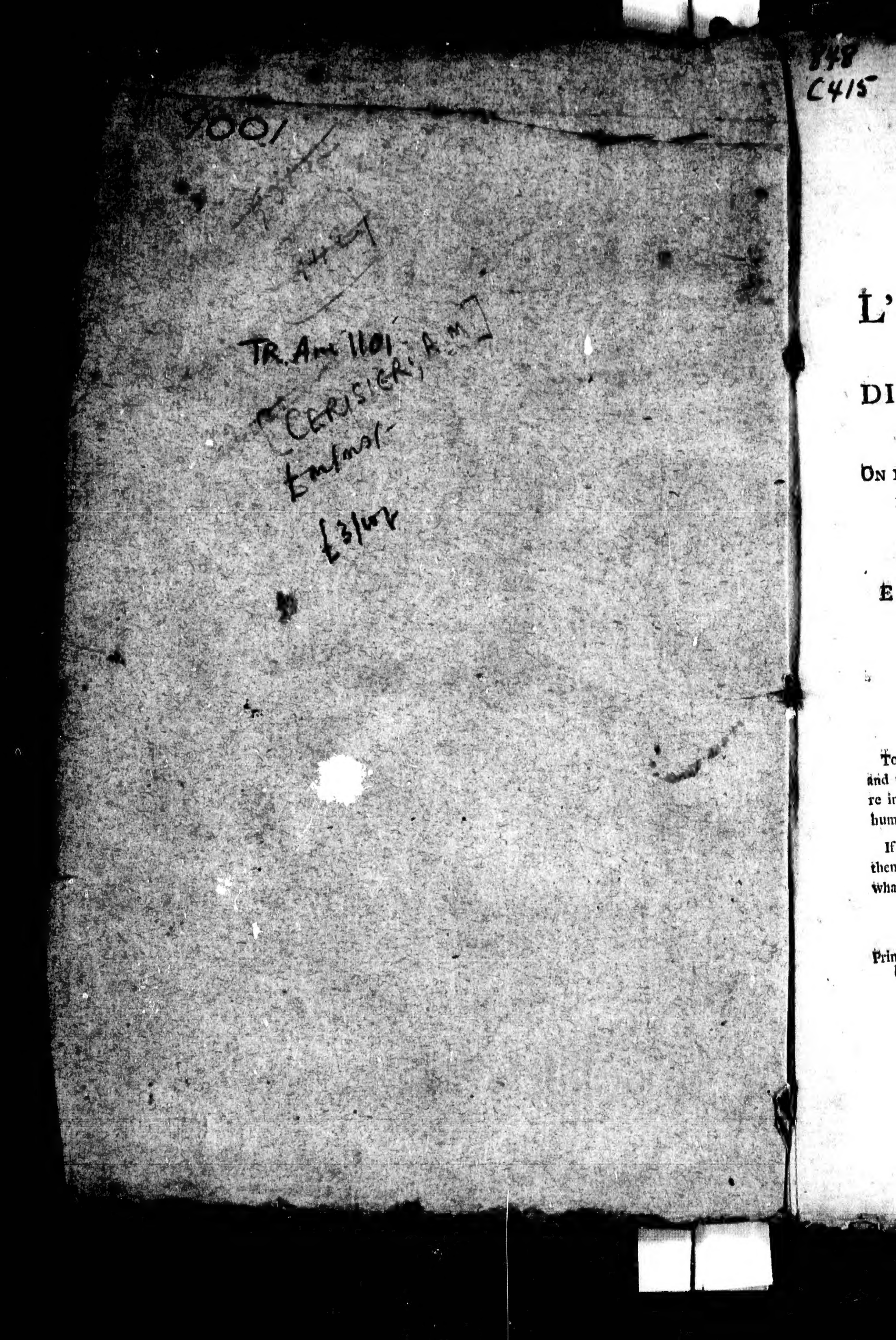

9001
TR. Am 1101 ; A.M
CERISIER
£3/10/-
848
C415

LE DESTIN DE L'AMERIQUE OU DIALOGUES PITTORESQUES

DANS LESQUELS

ON DEVELOPPE LA CAUSE DES EVENEMENS ACTUELS, LA POLITIQUE ET LES INTERETS DES PUISSANCES DE L'EUROPE RELATIVEMENT A CETTE GUERRE;

ET LES SUITES QU'ELLE DEVROIT AVOIR

POUR LE BONHEUR DE

L'HUMANITÉ,

TRADUIT FIDELEMENT DE L'ANGLOIS.

Composé par Corisier

To maintain by fire and ſword, dominion over the perſons and the property of a people out of the realm, who have no ſhare in its legiſlature, contradicts every principle of liberty and humanity.

If we neither can govern the Americans nor be governed by them; if we can neither unite with them, nor ought to ſubdue them, what remains, but to part with them on as friendly terms as we can?

LONDON

Printed for J. BEW, No. 28. Pater-noſter Row; and may be had of all Bookſellers and News-Carriers in Town and Country.

QUI

A

peu
enle
n'ay
leur
avec
gens
char
parn
aux
évén
Act
ſi n
hon
eſt
tat
env
chr
rec
no

A V I S

QUI SE TROUVE DANS LA QUATRIEME EDITION ANGLOISE.

A peine cet ouvrage a-t-il paru en Anglois qu'en peu de jours, plusieurs éditions successives ont été enlevées. Les personnages introduits sur la scene, n'ayant pas ôsé réclamer contre les discours qu'on leur fait tenir, cette piece ne doit pas être confondue avec les fictions imaginées à plaisir, pour amuser les gens désoeuvrés ou soulager ceux qui sont surchargés de *Spleen*. Elle mérite d'être consignée parmi les monumens authentiques qui doivent servir aux races futures, pour savoir l'histoire des grands événemens qui s'offrent à nos yeux, et connoître les Acteurs qui ont joué un rôle dans des scenes si mémorables. L'accueil dont le public a daigné honorer cette production ou plutôt cette rédaction, est dû sans doute aux lumieres qu'elle jette sur l'état des puissances étrangeres, que l'on chercheroit envain dans le *Morning chronicle*, dans le *London chronicle*, dans le *Daily Advertiser* et dans les autres recueils périodiques de mensonges, appellés *papiers-nouvelles*. Il faut avouer que ces compila-

teurs négligent trop de ſe procurer de bonnes correſpondances en Hollande, pays où l'état des puiſſances de l'Europe eſt jugé avec le plus d'impartialité et où leurs interêts ſont peſés dans une balance plus juſte. Les étrangers verront cependant que, quand même nos gazettiers leur prouvent qu'il y a encore parmi nous bien des préjugés nationaux, notre iſle ne laiſſe pas de renfermer des hommes éclairés qui ſavent leur rendre juſtice. Le dernier dialogue pourra peut-être mécontenter les François et les Eſpagnols. Mais, s'ils approfondiſſent bien le Syſtême du *Philoſophe*, ils conviendront que ſon exécution leur ſeroit auſſi avantageuſe qu'aux Anglois. Un des plus profonds politiques de nos jours n'a-t-il pas écrit que le meilleur conſeil qu'on pourroit donner à l'Eſpagne, étoit de renoncer à l'Amérique? On ne doit donc pas ſavoir mauvais gré au *Philoſophe* d'avoir préferé le bonheur de l'humanité à celui de tel ou tel peuple. Les nations étrangeres ne peuvent donc en reſſentir d'autre peine, ſi non celle de voir que c'eſt à un Anglois qu'elles ſont redevables d'un plan ſi humain et ſi beau.

LES

INTERLOCUTEURS

OU PERSONAGES SONT

S. M. B.

LORD NORTH.

LORD WEYMOUTH.

LE DUC DE RICHMOND.

LORD GERMAINE.

LORD BUTE.

LORD SANDWICH.

Mr. STHEVENS.

L'AMB. DES E. G.

Mr. DE SIMOLIN.

Un Envoyé de la Cour de FRANCE.

Un MARCHAND D'AMSTERDAM.

Des SECRETAIRES.

Des FAISEURS de PROJETS.

Un PHILOSOPHE.

La ſcene eſt au Palais St. JAMES.

DIALOGUE I.

S. M.

LORD NORTH,

ET

LE DUC DE RICHMOND.

S. M.

Il y a près de onze ans que les premieres étincelles de la discorde s'allumerent en Amerique (*): il y a près de cinq ans que les intrigues d'un petit nombre de chefs audacieux et criminels, abusant de la simplicité crédule de leurs compatriotes,

(*) Dans le discours prononcé par le Roi le 8 Novembre 1768, on trouve ces mots, „ that the spirit of faction had broke out a „ *fresh* in some of the Colonies . . . . that Boston was in a „ state of disobedience to all law and Government, and had proceeded to measures subversive of the constitution, and attended with „ circumstances that manifested a disposition to throw off their dependence on Great Britain."

engagerent la plupart de mes fideles colonies à lever l'étendard de la révolte, contre leur mere-patrie. Vous n'avez, depuis ces deux époques, mon cher Lord North, cessé de me promettre la prompte suppression de ces malheureux troubles. Je vous ai cru; les choses n'ont pas laissé d'aller de mal en pis: je crains que nous n'ayons pris une route directement contraire à celle que nous aurions dû prendre, et, qu'effectivement, nous n'en ayons trop fait, pour ramener les rébelles et trop peu pour les réduire.

LORD NORTH.

Quel reproches peut-on me faire? n'ai-je pas envoyé en Amerique, le Général Burgoine avec une grande armée et l'Amiral Byron avec une grande Flotte? n'ai-je pas envoyé l'Amiral Keppel contre les François avec une Flotte formidable? Pouvois-je prévoir que le premier se laisseroit sottement prendre par les troupes les plus méprisables de la terre, que le second seroit le jouet des vents et que le troisieme seroit repoussé dans nos ports, à la suite d'un engagement où il ne tenoit qu'à lui de détruire toute la Flotte Francoise? Mes mesures n'étoient-elles pas immanquables? Si Burgoine avoit joint le Général Howe, si Keppel avoit battu d'Orvilliers, si Byron avoit détruit la Flotte de D'Estaing; si le

Général Howe avoit attendu Washington à Philadelphie, si . . . . . ; les Rébelles n'auroient-ils pas été obligés de mettre bas les armes et de recourir à la clémence du Vainqueur?

LE DUC DE RICHMOND.

Vos mesures étoient bonnes et vos espérances légitimes si, doué d'un génie étendu et éclairé, vous cussiez eu la sage précaution de donner des forces plus considérables à ces Amiraux et à ces Généraux; si, par une prévoyance qui ne doit jamais échapper à l'oeil d'un Ministre pénétrant, vous eussiez calculé les probabilités et pourvu aux événemens qui pouvoient tromper votre attente.

LORD NORTH.

Devois-je employer des forces plus considérables, dans le tems que tout le monde publioit que les Rébelles n'étoient que le rebut de la plus vile canaille, aussi lâche qu'insolente; et qu'il ne falloit qu'un Anglois pour battre au moins six François?

LE DUC DE RICHMOND.

Eh voilà le mal! nos ministres actuellement regnans, au

lieu de ſuivre des Syſtêmes juſtes et bien combinés, n'ont pour guides que de vains bruits, des préjugés populaires, et les expoſés infidels de nos Gazettiers. Au lieu de frapper des coups déciſifs, de ſuivre des opérations grandes et étendues, qui portent l'empreinte du génie, et annoncent la majeſté de la nation, ils ne connoiſſent que de miſérables petits expédients qui les déshonorent, s'ils échouent, et ne leur procurent aucune gloire, s'ils réuſſiſſent. Que ne prennent-ils pour modele, LORD CHATHAM, cet illuſtre patriote dont nos derniers neveux ne prononceront le nom qu'avec attendriſſement, et avec qui la gloire, hélas! de l'Empire Britanique, ſemble être descendue dans le tombeau? Quand la voix du peuple le pouſſa dans le miniſtere, la retraite de Bing et la perte de Minorque avoient étourdi les Anglois; ſon génie brûlant et actif porta l'eſpoir et la vie dans toutes les parties de l'empire: des opérations vaſtes et hardies annoncerent partout le peuple dominateur des mers et le vainqueur des nations. En peu de tems, tous les ports de France furent bloqués, ſa marine fut détruite, l'Eſpagne qui accouroit à ſon ſecours, fut humiliée et dépouillée. Il eut mis pour toujours nos ennemis hors d'état de ſe relever, ſi l'envie que ſes ſuccès faiſoient gémir, ne l'eût eloigné d'une cour dont ſes vives lumieres offuſquoient la vuë faible et bornée.

LORD NORTH.

N'avois-je pas, Mylord, affaire à des ennemis réduits à des expédiens semblables, pour ne pas dire pires? A quelles pauvres ressources n'avons-nous pas vu le conciliabule des Américains et le ministere de France, avoir recours? Dans le tems qu'ils éclaterent contre nous, paraissoit-il nécessaire d'étaler toutes les forces d'une nation deja épuisée par ces grands coups qui font selon vous un objet d'admiration et selon moi l'unique cause de notre faiblesse actuelle?

LE DUC DE RICHMOND.

Ne vaut-il pas mieux frapper à coups sûrs; et ne gagne-t-on pas plus en faisant à propos des efforts extraordinaires qu'à se ruiner et se consumer en détail? Vous avez laissé nos ennemis s'élever au niveau de notre grandeur. Vous n'avez pas su prévenir leur jonction formidable. N'est-il pas à craindre qu'avec leurs efforts combinés ils n'achevent de de nous chasser des deux Indes et ne viennent nous dicter la loi dans notre pays?

LORD.

LORD NORTH.

Tel eſt le langage outré des partiſans de l'oppoſition : ils font naître des chimeres pour avoir le plaiſir de les combattre. Ils reſſemblent à ces enfans qui s'amuſent à faire voler dans l'air des bulles d'eau et de ſavon, qu'un ſouffle fait naître et qu'un ſouffle détruit.

LE DUC DE RICHMOND.

Je vois bien, Mylord, que le patriotiſme parle envain à des miniſtres qui ont juré de ſacrifier le bonheur de l'Etat et peut-être ſon exiſtence à leur ambition. (*En s'adreſſant à S. M.*) Sire, mon zele pour vous, ce que je dois à ma patrie, m'obligent de vous dire hardiment la vérité. La fin de votre regne commencé ſous les plus brillans auſpices, ne ſera cité que comme l'époque de la honte de notre nation, ſi vous ne renvoyez des miniſtres qui commencent par vous égarer par incapacité et finiſſent par vous trahir par entêtement.



DIALOGUE II.

S. . M.

LORD NORTH.

ET

LORD WEYMOUTH.

LORD WEYMOUTH.

JE viens d'apprendre par mes émiſſaires dans le continent que la France ne peut remplir les emprunts qu'elle a ouverts, qu'elle ne peut recruter les matelots que la guerre enleve, et que nous avons tout à eſperer de l'état déplorable où nos braves armateurs ont réduit ſon commerce, et du découragement naturel à cette nation, auſſi vive à s'engager à la premiere lueur d'eſpoir que facile à ſe rebuter au moindre revers.

LORD NORTH.

Je l'avois prévu. J'ai toujours ſu apprécier les reſſources de la France. Tout ce que je craignois, c'eſt, qu'ayant confié ſes finances à un Nonconfor-

fon-

niste, calculateur subtil, le Roi n'eût en vue de sonder les dispositions du peuple, pour faire des changemens utiles. Je vois maintenant que Necker n'est, ainsi que moi, qu'un homme à expédiens; et que sa qualité d'étranger lui ôtera toujours la pensée de proposer des innovations nécessaires, mais qui feroient trop de mécontens. Tant qu'il ne pourra faire des emprunts réprésentés par des taxes proportionnelles, ils ne seront ni faciles à remplir, ni analogues aux besoins de l'Etat. Ce gouvernement a perdu tout son crédit. Ainsi, tant que ces impôts ne seront assis ni ces emprunts garantis par les Etats de la nation, jamais la France ne sera pour nous une rivale formidable. Ce sera toujours une masse énorme qui ne pourra lutter contre ses ennemis, qu'avec de grosses chaînes; tantdisque l'Angleterre plus petite à la vérité, mais ayant, à l'aide de son crédit national, tous ses mouvemens libres, prévaudra toujours avec les forces de l'impulsion sur une puissance qui n'a que les forces de la pésanteur. Et comme les François n'auront pas la patience nécessaire dans une guerre qui doit traîner en longueur, nous gagnerons beaucoup, si nous gagnons du tems. L'Amérique, désolée par les courses de nos troupes, se découragera peu à peu: nos partisans dans ce pays saisiront l'occasion pour répandre adroitement qu'elle ne peut pas plus exister sans nous, que le corps humain ne peut subsister sans tête.

S. M.

S. M.

Je ne fais où vous puisez toute votre science, Mylord; mais, quand vous parlez, vous êtes toujours sûr de me convaincre: tout ce que vous venez de dire me paroît d'une vérité, à la quelle il n'y a rien à répliquer. Si donc, comme il arrive toujours, nous essuyons des revers, je suis résolu d'en inférer, que l'erreur est dans les événemens et non pas dans vos conjectures. Mais ce Sartine, dont vous ne parlez pas, il nous a joué un vilain tour. Je ne sais quel frémissement mêlé d'effroi s'empare de mes sens, toute les fois que je pense à cet homme.

LORD WEYMOUTH

Je vous avouerai, Sire, que c'est effectivement l'homme dont nous devons le plus nous défier. On a cru qu'il n'y avoit pas le moindre rapport entre l'emploi de calculer le nombre des filles de bien nécessaires dans une grande ville, de troubler ces hommes à talens qui savent industrieusement dépouiller des enfans de famille et l'emploi de rendre la vie au corps languissant d'une vaste monarchie. On s'est trompé. Il ne faut pour l'un et l'autre

l'autre emploi, qu'un esprit d'ordre, de l'application, de l'activité, de la pénétration. Sartine avoit ces qualités. Des flottes nombreuses sortirent tout à coup des ports de France. Une marine fut créée. L'Angleterre vit reparoître avec étonnement une rivale qu'elle croyoit avoir anéantie,

LORD NORTH.

Tant il est vrai que le génie peut tout. Heureusement qu'avec l'esprit le plus fertile en ressources, Sartine ne fait pas tout ce qu'il voudroit. S'il ne tenoit qu'à lui, je ne doute pas qu'il ne nous opposât bientôt deux à trois cens vaisseaux de ligne: mais la perte du crédit national l'arrête et lui dit impérieusement: tu n'iras pas plus loin. Vous m'avouerez que nous l'avons furieusement étourdi par la prise de Pondicheri et par la terrible playe que nous avons faite au commerce François. La pitoyable apologie qu'il fit alors!

LORD WEYMOUTH.

Mylord, nous avons tout lieu de nous attendre à de brillans succès. Il sera toujours impossible à la France de soutenir, sans liberté nationale, une guerre maritime, dont la base porte nécessairement

ment ſur le crédit national, qui ne peut exiſter ſans liberté (*). Or, il n'y a pas d'apparence que la nation Françoiſe recouvre ſes droits. Il y a quelques années qu'un de ſes contrôleurs-Généraux me jetta dans une peur terrible. Il coupoit dans le vif. Nous étions perdus, s'il fût reſté dans le miniſtere. Ce patriote enthouſiaſte n'alloit à rien moins qu'à établir une liberté générale de religion et d'induſtrie. Combien cette opération n'auroit-elle pas attiré d'hommes induſtrieux et même de matelots en France où ils auroient gagné plus qu'ailleurs et dépenſé moins, parceque le pays produit toutes les choſes de premiere néceſſité et tant de choſes qui rendent la vie agréable! Que d'opulens rentiers, dont les capitaux ſont dans les fonds de France, ſeroient allés demeurer dans ce pays de fées! Combien les effets royaux n'auroient-ils pas augmenté la maſſe de la circulation! Alors, au lieu de verſer chez l'étranger les intérêts de ſes dettes, la France les eut répandus dans le même ſein où elle les avoit puiſés; et les nations voiſines, dont les particuliers avoient prété à la France, euſſent été priſes pour dupes. Mais, heureu-

ſe-

(*) On voit que nos miniſtres, dans le tems même qu'ils ſont tous leurs efforts pour établir le deſpotiſme, ne peuvent s'empêcher d'en reconnoître les déplorables effets.

sement, nous payâmes dans le pays tant d'écrivains pour décrier ce dangereux ministre, tant de courtisans pour le perdre auprès du Roi, tant d'ecclésiastiques pour soulever le peuple, que le pauvre Turgot n'a pas tenu plus longtems que tous les Ministres qui veulent le bien de leur patrie. Quel crédit la liberté civile et religieuse n'eût-elle pas donné à la France et quel malheur c'eût été pour l'Angleterre!

S. M.

A vous dire le vrai, Louis XVI a bien fait. La condition d'un Roi d'Angleterre n'est gueres à envier. Mais, je crains que la guerre, tirant ainsi en longueur, les ressources ne nous manquent pour subvenir aux frais des opérations qu'elle exige.

LORD NORTH.

Nous ouvrirons des emprunts énormes par voie de Lotterie. Il est vrai que c'est un moyen vicieux de puiser dans les bourses du peuple: il est dangereux de ne pouvoir défendre un état qu'en corrompant ses mœurs: il ne convient gueres à la dignité de notre nation d'avoir recours aux mêmes expédiens qu'on employe, pour réparer un pont de

Campagne (*) ou un hôpital qui tombe en ruines. Mais, si l'argent nous manque, nous aurons recours à nos bons amis les Hollandois, qui ne nous oublieront pas dans le besoin.

S. M.

Il est vrai que, depuis quelque tems, ils ne cessent de nous adresser des plaintes : j'espere cependant terminer cette affaire à l'amiable. Quand tous nos amis semblent s'être concertés pour nous retirer leurs secours, il est à propos de ménager ceux qui nous conservent leurs bourses.

(†) Il y a dans l'original *to repair a country-bridge or a decayed hospital.*



DIALOGUE III.

S. M.

LORD NORTH.

LORD WEYMOUTH

ET

LE DUC DE RICHMOND.

LORD WEYMOUTH.

Bonnes nouvelles! Sire! Bonnes nouvelles! La Georgie eſt conquiſe. Toute cette immenſe Province vient d'abjurer la tyrannie du Congrès. Plus de deux cens habitans ont prêté le ſerment *d'allegeance*. Le Lieutenant-Colonel Prevoſt vient d'entrer dans la Caroline: il a pénétré jusqu'à Charles-town: il étoit devant cette ville, quand ſes depêches ſont parties: elle eſt ſans doute ſoumiſe à l'heure qu'il eſt. Prevost, en s'avançant toujours dans le cœur du pays, ne manquera pas de rencontrer la grande armée Britanique qui s'avance du côté oppoſé: les Américains, pris entre deux feux et accablés par le nombre, ne feront que trop heu-

reux de racheter leurs vies et leurs biens par le sacrifice de leurs droits, et de leurs funestes libertés. L'Amiral Byron nous a promis de nous donner de bonnes nouvelles du comte d'Estaing. Il espere serrer de si près cette anguille, qu'elle ne lui échappera plus. On dit que sa déconvenue à Ste Lucie l'a guéri pour toujours des résolutions hardies et des attaques périlleuses.

LORD GERMAINE *entre.*

Bonnes nouvelles! Sire! Bonnes nouvelles! l'Amiral Collier a surpris les Américains dans la Baye de Penobscot. Il a détruit ou forcé les Rébelles à détruire quinze de leurs vaisseaux de guerre: il a brûlé vingt-quatre navires de transport. Leurs troupes, au nombre de quinze cens hommes, ont cherché leur salut dans les forêts: ces maudits rebelles ne manqueront pas de périr dans ces déserts affreux. Ce n'est pas tout. Le Major-Général Tryon s'est présenté devant les villes ou villages de New-haven, de Norwalk, de Greenfield et de Fairfield. On peut dire à sa louange que les ordres du ministere n'ont jamais été exécutés avec plus de précision. Il a porté le dégât, l'incendie et le meurtre partout. Les prieres de ces scélerats étant autant de sacrileges, on a cru servir le ciel on livrant

aux

aux flammes les édifices où ils invoquoient l'Etre ſuprême contre nous. Comme il ſeroit à ſouhaiter que cette race criminelle fût exterminée de la ſurface de la terre, on n'a pas manqué de maltraiter les meres qui donnoient le ſein à leurs enfans: on auroit mis toutes leurs femmes et filles en état de nous donner un ſang plus pur; ſi presque toutes n'avoient pas fui, échevelées et presque nues, dans les rochers d'alentour. Les loyaux-Americains ſe ſont, ainſi que les Heſſois, diſtingués dans cette mémorable expédition: les troupes Angloiſes n'ont pas démenti leur ancienne bravoure et leur vigueur ordinaire. Le Colonel Tryon obſerve avec beaucoup de juſtesſe que, ſi cette maniere de faire la guerre n'eſt gueres conciliable avec l'humanité; elle eſt cependant efficace pour accabler des gens qui ne veulent pas ſe ſoumettre.

LE DUC DE RICHMOND.

Juſte ciel! quel affreux ſyſtême je vois introduit dans une cour à qui notre nation communiquoit jadis ſon caractere de grandeur d'ame et de généroſité! Hommes féroces! hommes impitoyables! vous ne voulez donc dominer que par le fer et le feu! Vous ne voulez donc regner que ſur des décombres et ſur les cadavres de vos freres et de vos concitoyens! Depuis le commencement de ces malheu-

reux troubles dont votre ambition a attifé le feu, vous n'avez encore combattu que comme des bandes de brigands et comme ces hordes fauvages que vous payez pour vous apporter les dépouilles fanglantes des chevelures de vos concitoyens! Ne voyez-vous pas que ce fyftême, outre qu'il déshonore le nom Anglois, n'eft propre qu'à produire un effet directement oppofé à vos vues. Vous dites que les Américains font, pour la plus grande partie, affectionnés pour vous: ainfi ces ravages, ces incendies, ces horreurs, ne tombent presque que fur vos amis: eft-il un moyen plus capable de les aliéner et de les décider fans retour contre leur mere-patrie?

UN SECRETAIRE *entre.*

Quelles nouvelles! Sire! quelles nouvelles! Le Lieutenant-Colonel Prevoft, au lieu de prendre Charles-town, comme il nous l'avoit promis, s'eft fait repouffer par le Général Lincoln, après avoir perdu plus de mille hommes dans cette expédition. Ce revers peut entraîner la perte de la Georgie. Nous l'aurons échapé belle; fi Prevoft ne partage pas le trifte fort de Burgoine.

LE

LE DUC DE RICHMOND.

Ne vous avois-je pas dit qu'il ne feroit pas si facile de réduire les Américains ?

UN AUTRE SECRETAIRE *entre.*

Quelles nouvelles! Sire! quelles nouvelles! L'Amiral Hopkins a intercepté une partie de notre flotte des Indes occidentales qu'il a conduite à Boston: plusieurs de nos vaisseaux de guerre viennent de tomber entre les mains des Rébelles: ils ont repris d'assaut le fort de Stoney-point et passé au fil de l'épée ou fait prisonniere toute la garnison. Il est vrai qu'ils ont détruit ce fort autant qu'ils ont pû: ils n'ont laissé personne dedans; aussi l'avons nous repris avec la plus grande facilité; et ce qui vaut encore mieux, l'intrépide Corsaire Cunningham vient d'être conduit dans nos ports.

LORD NORTH.

Ces pertes sont peu de chose: j'espere qu'elles seront amplement compensées par des nouvelles plus heureuses; voici Lord Bute qui nous en ap-

porte; car il a une lettre entre les mains. En attendant, pour diſtraire l'attention du peuple et le conſoler; nous ne ferons pas mal d'envoyer à la potence cet infame Corſaire Cunningham.

LORD BUTE.

Hélas Mylord! nous ne ſommes en effet malheureux que pour n'avoir pas aſſez fait pendre. Ce Comte d'Eſtaing, que nous avons tenu ſi longtems priſonnier dans la derniere guerre et que nous avons ſi imprudemment renvoyé en France, au lieu de l'envoyer à *Tiburn;* voilà l'auteur de tous nos revers. Il me ſouvient qu'avant de quitter l'Angleterre, cet homme que nous regardions comme un inſenſé, demanda au ciel de voir le jour où nous n'aurions pas un pouce de terre en Amérique. *Dieu me damne* ou je crois que ſes voeux commencent à s'accomplir. Les François viennent de nous prendre l'Iſle de St. Vincent. D'Eſtaing a volé enſuite vers la Grenade: mon pauvre neveu le Lord Macartney s'eſt défendu avec la derniere bravoure: heureuſement qu'il n'a pas été bleſſé; il a préféré de ſe rendre à diſcrétion. Il s'attendoit que l'Amiral Byron viendroit le délivrer; l'Amiral eſt effectivement venu; mais les François l'ont ſi mal reçu qu'il a jugé à propos d'aller chercher

cher des renforts: on ne fait pas encore s'il a fu leur faire lâcher prife.

S. M.

Juste ciel! Ce malheur n'entraîneroit-il pas la perte de mes treize Colonies? Hélas! que deviendront les Auguftes et nombreux rejettons du fang royal, dont l'Etre Suprême a daigné bénir mon hymen avec ma chere Charlotte? A peine mes fujets Britanniques daignent-ils leur affigner des revenus conformes à leur rang. Je deftinois à chacun une de ces Provinces. Nous aurions fondé d'autres Colonies pour ceux qui viendront encore. . s les auroient tenues pendant quelque tems à titre de vice-royauté. L'Angleterre eût été déchargée de leur entretien. Lorsque le grand moment marqué par la providence pour l'indépendance de l'Amérique, feroit arrivé, mon illuftre poftérité auroit regné fur vingt à trente royaumes peuplés et floriffans. L'Angleterre eût toujours trouvé d'utiles et fideles alliés parmi eux. Ce font de bien méchans Républicains que ces Colons.

Mr. STEPHENS *Secrétaire de l'Amirauté entre.*

Sire, la fortune femble conjurée contre nous. Paul Jones, avec une efcadre fous pavillon Americain, vient de brûler feize bâtimens dans le port de Hull; plufieurs navires marchands font tombés dans fes mains: enfin le *Seraphis* et le *Scarborough*, deux beaux vaiffeaux de guerre qui efcortoient la flotte du Nord, ont été attaqués par ce forcené et fe font rendus après un carnage affreux. On dit qu'après s'être raffafié de fang, ce détestable pirate s'eft fauvé dans les ports de Hollande.

S. M.

S'il a réellement choifi une pareille retraite, le coquin ne m'échappera pas, quand il auroit des lettres de marque fignées de la propre main de Louis. Je vais prier mes bons et fideles alliés, les Etats-Généraux, de l'arrêtter. Ils ne me réfuferont pas ce petit fervice.

UN

UN AUTRE SECRETAIRE *entre.*

Sire! On ne ſçait plus ce qu'eſt devenue la flotte que nous avions fait ſortir de Plimouth: On vient d'afficher à la bourſe une recompenſe pour celui qui la retrouveroit avec le jeune Prince qui s'eſt égaré avec elle. Auroit-elle pris les ports de France pour ceux d'Angleterre? Il eſt ſûr que l'ennemi eſt devant Plimouth. L'alarme eſt générale ſur la côte. La plûpart des habitans ſe ſont ſauvés, un pied chauſſé et l'autre nud. On donnoit vingt guinées pour un caroſſe. Hommes, Femmes, enfans, c'étoit à qui ſe montreroit le plus habile à la courſe. Une forêt d'arbres ſuperbes, rangés en belles allées, tirées au cordeau, a été abattue ſur le champ, parce qu'on craignoit qu'elle ne favoriſât l'invaſion de l'ennemi. Le propriétaire n'étoit pas trop content. Si c'eſt de cette façon que nous entendons la défenſive, nous ne tarderons pas à voir les ennemis dans Londres, n'en déplaiſe au ſavant Doyen de Glocceſter. Les François, éternels plaiſans, par conſéquent ſouvent mauvais plaiſans, et ne pouvant digérer que nous apellions *Canal Britanique* ce qu'ils apèlent la *Manche*, écrivent que nous n'avons rien à craindre; parce que nous avons les François et les Espagnols dans notre *manche*.

S. M.

S. M.

O Ciel ! Veille ſur les jours de mon fils ! préſerve le ſurtout de la fureur d'un inſolent et ſuperbe ennemi !

LORD SANDWICH *entre.*

Sire, nos ennemis triomphent. Mais....

S. M. *en l'interrompant.*

Hélas ! quelles nouvelles me donnerez vous de mon fils et de ma flotte ?

LORD SANDWICH.

Sire ! votre fils eſt ſain et ſauf. La flotte Britannique eſt entrée toute entiere dans le port de Plimouth, à l'exception du vaiſſeau l'Ardent. Ce que nous avions prévu, eſt arrivé. Les ennemis n'ont ôſé effectuer une deſcente. Pendant qu'ils ſe montroient avec autant d'oſtentation que d'inutilité devant nos ports, nous ſauvions les riches flottes des indes orientale et occidentale ; et lorſqu'elles ont été en ſûreté, nous ſommes rentrés hono-

honorablement, parceque l'honneur ne conſiſte pas moins à prévenir les revers qu'à ſe procurer des ſuccès. En ſauvant par ce chef-d'œuvre d'opération politique, notre commerce, nous conſervons habilement notre crédit et nos reſſources: vous verrez la France s'épuiſer peu à peu en ſtériles efforts: la déſunion éclatera entre les flottes combinées: les maladies emporteront une grande partie des équipages qui ne ſont pas habitués à la mer. Ou je ſuis bien trompé, ou l'occaſion ſe préſentera d'attaquer avantageuſement notre ennemi: alors nous le trouverons plus facilement qu'il n'a ſu nous trouver.

LE DUC DE RICHMOND.

Ainſi nos miniſtres ſont réduits à des expédiens précaires et aux conjectures les plus incertaines; ils ſacrifieront toujours l'honneur de la nation Britannique: ils s'approprient adroitement la gloire des ſuccès dûs à des hazards heureux: ils rejettent les revers ſur le caprice des vents. Que les tems ſont changés! une fuite honteuſe expoſée comme un chef-d'œuvre de politique! Pourquoi les François n'auroient-ils pu s'avancer auſſi bien que nous vers les côtes d'Irlande? Et, s'ils avoient imaginé de bombarder ou de prendre Plimouth, que ſerions-nous devenus? Que devoient penſer nos braves Bretons, en fuyant devant l'ennemi!

LORD

LORD SANDWICH.

Il eſt vrai que le vieux ſang Britanique pétilloit dans leurs veines. Capitaines, pilotes, officiers, Soldats, matelots, mouſſes, tous enfin ſe ſont é-criés contre cette retraite qu'ils appeloient une fui-te honteuſe: pour les calmer, il a fallu leur montrer les ordres de la cour. Le brave Capitaine Roſſ n'a pu digerer cette nouvelle. La fureur dans les yeux, la rage dans le cœur, il a briſé ſon télesco-pe ſur le tillac. Pour qu'il ne ne fût pas dit qu'il eût vu fuir une Flotte Britanique, il a pris ſa réſo-lution en homme de cœur. Il ne s'eſt pas, il eſt vrai, pendu ni brulé la cervelle, pour l'honneur de ſa patrie: il s'eſt retiré dans ſon Cabinet qu'il a fait hermetiquement fermer. Il a refuſé de voir la lumiere du jour: il n'a voulu voir, juſqu'à ſon débarquement, que celle de la chandelle.

LORD SHELBURNE.

Pourquoi n'avoir pas laiſſé ces braves gens éprou-ver leur courage contre les François? Ils n'avoient que vingt vaiſſeaux de moins que l'ennemi. C'eſt ſelon moi, un axiome auſſi vrai que les dogmes de l'évangile, qu'une femme Angloiſe pouvant battre trois François, à plus forte raiſon un vaiſſeau An-glois

glois en peut battre deux François d'égale force. La France est au moins une fois plus peuplée que ne le font les Isles Britaniques. Ne l'avons nous pas battue à Poitiers, à Cressi, à d'Agincourt, à Bleinheim, et sur tout dans la derniere guerre? Vous voyez, Mylord, que pour haïr les ministres, je n'en aime pas plus les François.

LORD SANDWICH.

Mylord, vous avez raison. Aussi le Général Braddock qui se laissa détruire par une armée françoise plus de la moitié moindre que la sienne, fit très bien de se faire tuer. Aussi l'Amiral Matthews et l'Amiral Bing, pour s'être laissé battre par les François à forces égales, ont-ils reçu la punition qu'ils méritoient. Matthews fut dégradé et Bing fusillé sur son bord: peu s'en est fallu que Keppel n'ait, pour le même crime, éprouvé le même sort. Soit dit, sans offenser personne, je crois que c'est à cette indulgence extrême que nous devons les petits revers que nous venons d'essuyer. Pour empêcher ces sortes de trahisons dans la suite, je pense qu'il seroit plus sûr de n'attaquer les François que lorsque nous serons au moins trois contre un. C'est le parti que prit Chatham Aussi pendant que Louis le bien-aimé buvoit sa bouteille, caressoit Madame de Pom-

Pompadour, et déplaçoit ses meilleurs officiers; nous ne manquames pas de battre les François partout: nous leur primes le Canada, le Cap-Breton, la Martinique, la Dominique, la Grenade, et plusieurs autres possessions considérables, et nous les chassâmes de l'Afrique et des Indes orientales.

LORD SHELBURNE.

Je pense que nous eussions poussé nos conquêtes jusqu'à Paris, lors surtout de cette éclatante expédition où nous fimes l'importante et glorieuse conquête de l'isle d'Aix. Nos braves Soldats, n'ayant trouvé que trois ou quatre invalides pour s'opposer à leur invasion, exercerent leur noble valeur sur les chapelles qu'ils détruisirent, sur les statues des saints qu'ils trainerent dans les rues, sur les croix qu'ils briserent & sur les vases sacrés qu'ils mirent sans facon dans leurs poches. Il faut avouer que ces petits Bretons nous firent aussi un très mauvais accueil. Il leur res te sans doute un peu du sang ardent de nos grands Bretons.

S. M.

Tous ces petits débats n'aboutissent à rien. Nous ne devrions penser qu'aux moyens de lever de nouveaux

veaux fubfides et s'ils ne peuvent fuffi. . nos befoins, qu'à fonder les puiffances étrangéres qui peuvent nous fecourir. Nous avons encore dans le continent, des alliés qui font puiffants: il ne refte plus qu'à favoir s'ils font également de bonne volonté. Il vient d'arriver un nouveau Miniftre Plénipotentaire de Pétersbourg. J'ai entamé avec cette Cour une fecrette négociation dont le réfultat iettera tous mes ennemis dans l'étonnement.



DIALOGUE IV.

S. M., Mr. DE SIMOLIN, LORD NORTH.

S. M.

Nous avons, Mr., toujours été, votre Auguste Imperatrice et moi, unis du lien le plus étroit. Les secours que je lui ai fais passer sourdement dans sa derniere guerre avec les Turcs, et les secours que ces perfides François ont envoyés à ces maudits infideles: voilà des preuves convaincantes que ses interêts s'accordent avec les miens. Tous mes sujets voient d'ailleurs par l'exacte régularité avec la quelle je pratique tous les devoirs de ma religion, que le zéle le plus étendu de la foi chrétienne embrase mon coeur. Ce zele n'est pas un des moindres motifs qui m'attachent à Votre Auguste Maitresse. S'il n'eût tenu qu'à moi, elle pourroit actuellement faire dire la grand' messe suivant le rit grec dans la mosquée de sainte Sophie à Constantinople Ainsi, je ne doute point que, dans la conjoncture critique où je me trouve,

ve, je n'ayé tout à espérer de sa reconnaissance et de son amitié pour moi.

MR. DE SIMOLIN.

Sire, je crois que les motifs qui déterminent la bonne volonte de V. M. en faveur de mon Auguste Maitresse, sont très nobles et très chrétiens. On sait que l'illustre Catherine est trop accessible aux notions les plus exactes de l'équité et aux sentimens les plus tendres du coeur, pour être insensible à votre affection pour elle. Elle n'auroit, cependant, pas eté fâchée que, dans la derniere guerre qu'elle eût à soutenir, V. M. l'eût assistée de secours plus efficaces. Elle ne seroit pas fâchée qu'actuellement, pour mieux lui prouver le zele que vous étalez pour la foi chrétienne, vous voulussiez renoncer à votre alliance avec l'Empereur de Maroc, avec les Regences d'Alger, de Tunis, et de Tripoli, peuples de Pirates et de Brigands, ennemis du Genre humain, et partisans non moins opiniâtres que les Turcs, de la loi de l'Imposteur Mahomet.

S. M.

Je ne sais pourquoi, Mon cher Mr. de Simolin; mais la nation Britannique s'est toujours sen-

tie un penchant décidé pour les interêts de ces petits peuples Africains que les Européens se plaisent à décorer du titre de Barbares. Mes ennemis affectent même de dire que c'est la sympathie de mœurs qui nous lie avec eux. Je ne vois gueres jour à renoncer à une alliance qui est si fort du goût de la nation.

MR. DE SIMOLIN.

Sire, il y a des tempéramens à prendre. Quelle reconnaissance auriez-vous pour une puissance qui vous enverroit actuellement quarante vaisseaux de guerre et cinquante mille hommes?

S. M.

Ah! Mon cher Mr. de Simolin, si l'Auguste Autocratrice de toutes les Russies nous rendoit cet important service, nous ferions, pour convertir, je voulois dire pour sauver son ame, réciter des prieres dans toutes les Eglises de la religion dominante. Si elle venoit à mourir, nous lui érigerions un buste superbe dans l'Eglise de Westminster; et, comme elle aime beaucoup la compagnie des grands hommes, nous la mettrions entre Pope et Newton, à moins qu'elle n'aimât mieux se trouver auprès des cendres d'Oldfield ou de Henri VIII.

MR.

Mr. DE SIMOLIN.

Comme ma Maitreffe m'a toujours paru plus occupée des interêts de la vie préfente qu'ambitieufe des honneurs dont la vanité prétend repaitre les morts, je doute qu'elle trouvât dans vos propofitions un dédommagement fatisfaifant pour fes quarante vaisfeaux et fes cinquante mille hommes. Il y a d'autres moyens de s'arranger. Par exemple, elle foupire depuis longtems, pour avoir un port dans la méditerranée. Ah! Une pareille acquifition lui feroit fi commode pour le commerce qu'elle projette de faire par le détroit de Gibraltar et par le Bosphore dont le paffage lui eft libre! Je fuppofe que vous lui cédaffiez l'Ifle de Minorque. Vous trouveriez une indemnifation équivalente dans l'Isle de Corfe qu'elle vous aideroit même à enlever aux François. Et, comme nos navigateurs ont découvert dans l'Archipel Ruffe, un paffage qui communique à l'Amérique feptentrionale, ne pourriez-vous pas nous céder encore le Canada ou d'autres poffesfions adjacentes? Confiderez, Sire, que, pour votre intérêt, notre Autocratrice renonceroit aux grands avantages qu'elle attend d'un commerce direct avec vos colonies qu'avec fon fecours vous ne manquerez pas de reconquérir. Un pareil fervice merite bien une petite reconnaiffance.

S. M.

Je ne m'attendois pas, Monfieur, à des propo-

ſitions auſſi étonnantes. Je ne puis y répondre qu'après en avoir conféré avec mes Miniſtres.

Mr. de Simolin ſe retire.

LORD NORTH.

Je vous avouerai, Sire, qu'en effet ces propoſitions ſont bien extraordinaires. Si je ne craignois quelque émeute d'une nation ſi prompte à s'allarmer pour des riens, je ne ſais ce que je conſeillerois à V. M. La néceſſité des circonſtances couvre bien des choſes. Jacques I. et Charles II. n'ont-ils pas vendu, l'un les places qu'il poſſedoit en Hollande et l'autre, la ville de Dunkerque, pour ſubvenir à des beſoins bien moins urgens?

S. M.

Nous diſcuterons cette affaire une autre fois. Auparavant, je voudrois ſavoir ſi nous n'avons rien à attendre de nos autres amis et alliés. Que penſez-vous de notre bon ami le Roi de Pruſſe?

LORD NORTH.

J'ai peine à compter ſur ce Monarque. Nous n'avons

n'avons que trop éprouvé qu'il n'eſt d'intelligence avec ſes amis, que lorsqu'il y a quelque choſe à gagner. Je ſais qu'il brûle de ſe former une puiſſance maritime. Je viens de parler à ſon Ambaſſadeur.

S. M.

Eh! quelles ſont ſes propoſitions?

LORD NORTH.

Je penſe qui ſi nous lui cédions Gibraltar et ſi nous connivions à ce qu'il partageât la Hollande avec l'Empereur, il ſe feroit fort d'introduire trente mille Pruſſiens dans Boſton.

S. M.

ô Ciel!

LORD NORTH.

La choſe n'eſt pas ſi étonnante. Louis XIV. et Charles II. n'avoient-ils pas déjà fait ce partage? Et ſe ſouviendroit-on que la Hollande eût exiſté, ſi l'amour des plaiſirs n'eût mal-à-propos entrainé le

le Monarque François à Paris ? Je craindrois feulement qu'il ne fût difficile de rapeler les trente mille Pruffiens une fois débarqués en Amérique. Nous avons vu par l'exemple de la Silefie et de la Pologne, qu'il n'eft pas aifé de faire fortir ces gens là des endroits où ils font entrés. Il feroit à craindre qu'étant maîtres de la Hollande, il ne leur prît envie de s'établir folidement dans le nouveau monde et même dans les Indes orientales.

S. M.

Vos paroles, Mylord, font pour moi des traits de lumiere. Mais que dites-vous du zele que ce Monarque commence à faire éclater pour la religion? Il recommande actuellement à tous fes miniftres de faire de bons chrétiens de fes fujets.

LORD NORTH.

Je m'imaginerois que ce vieux Renard n'agit pas fans motifs. Son intention ne feroit-elle pas de prévenir en fa faveur les puritains fanatiques de Boston, à qui fa tolérance un peu trop large a infpiré des préjugés contre lui ? Je n'aime point cette monarchie, et je m'en défie. Elle cherche a acquerir la folidité qui lui manque. Elle ne fe

ſe ſoutient que par le génie du Monarque et par un gouvernement que je nomme militaire, pour couvrir d'un voile l'image du plus rigoureux despotisme qui fût jamais: gouvernement funeſte aux ſujets, alarmant pour l'Europe et inutile à ſes alliés, à moins qu'ils ne ſe ſacrifient pour le Monarque.

S. M.

A qui devons nous donc avoir recours ?

LORD NORTH.

Nous n'avons rien à eſpérer de la Suede. Elle eſt trop aveuglément dévouée à la maiſon de Bourbon. Le Roi de Danemark pourroit nous aſſiſter. Je crains ſeulement qu'ayant quelques établiſſemens en Amérique, il n'appréhendât de les voir tomber entre les mains des François ou des Rébelles, en ſe déclarant pour nous. D'ailleurs, ce Monarque croiroit peut-être trahir les intérêts de ſes ſujets, s'il irritoit des puiſſances qui donnent tant d'activité au commerce des munitions navales qui font un vrai Pérou pour ce pauvre pays-là.

S. M.

Ah! ne me parlez plus de cette cour. Mon cœur se serre, les larmes coulent de mes yeux; quand je songe à ma pauvre sœur, à cette fleur si tendre, hélas si cruellement moissonnée avant le tems! Que j'en veux à ceux qui firent rompre la négociation qui devoit l'unir au Prince d'Orange!

LORD NORTH.

Peut-être, si cet hymen eût réussi, aurions-nous plus à espérer des pays qu'il gouverne sous le nom de Stathouder. Je ne vois que trop, Sire, qu'il nous faut renoncer aux secours des autres puissances. Aux étranges propositions qu'elles nous font tous les jours, je ne serois pas étonné qu'une d'elles vînt nous demander la ville ou la banque de Londres pour caution ou pour dédommagement. Les petits Princes du corps Germanique sont encore jusqu'à présent nos plus utiles alliés. Voilà de vrais Amis, Sire; ils ne se contentent pas de nous sacrifier leurs honneur: ils dépeuplent leurs petits Etats: ils nous envoyent la fleur de leurs sujets: nous en sommes quittes pour leur donner dequoi entretenir des filles et des *castratos*. Voilà de

de vrais Amis, Sire! Je voudrois bien pouvoir compter avec la même certitude sur les espérances que nous donnent les Hollandois.

S. M.

Je pense que c'est sur eux que nous devons faire le plus grand fonds. Le Prince de Hollande, je veux dire le Prince d'Orange, aime l'Angleterre par inclination et par interêt. Quand il a pris une fois son parti, il tient ferme: il commande à ses maîtres; ainsi étant sûrs de lui, nous avons tout. Aurions-nous besoin de ménager les Etats-Généraux ou la nation?

LORD WEYMOUTH

En accordant que le Prince est aussi puissant dans ce pays-là que le grand Seigneur l'est à Constantinople, toujours doit-on appréhender qu'une nation qui nous craint plus qu'elle ne nous aime, ne se souleve, si nous cessons un instant de lui paroître rédoutables. En un mot je doute, si nous n'aurions pas mieux fait de nous appliquer à gagner les Etats du pays plûtôt que le Prince.

M. S.

S. M.

Avez-vous oublié, Mylord, ce qu'il eſt arrivé à je ne ſais quel petit Gentil-homme de ce pays-là, pour s'être oppoſé à ce qu'on m'envoyât les troupes Ecoſſoiſes qui ſont au ſervice des Etats?

LORD NORTH.

J'ai donné quelque attention à cette affaire, pour tirer des conſéquences ſûres du caractere de la nation. Ce même Gentil-homme, d'un génie remuant, audacieux, amateur des nouveautés, comme le ſont tous les factieux, entreprit de faire affranchir quelques payſans des ſervitudes que les ſeigneurs exigeoient d'eux. Voilà comme, dans les anciennes Républiques, et de nos jours dans nos colonies, d'ambitieux Démagogues ont commencé par capter la faveur du peuple pour opérer une révolution. Il eſt vrai que le Prince n'a pas été la dupe de ce prétendu patriotisme. Nous avons ſi bien ſû lui repréſenter les conſéquences d'une pareille conduite, ou plûtôt nous avons ſû former une cabale ſi puiſſante contre ledit Gentil-homme, qu'il a été exclus des aſſemblées d'Etat. On ne pouvoit mieux nous ſervir: on a coupé le mal par la racine. Autre-

fois,

fois, dans les dietes de la Pologne, on ſabroit un oppoſant trop opiniâtre pour obtenir l'unanimité des ſuffrages. Dans la République des Pays-bas où cette abſurde unanimité eſt également requiſe pour la déciſion des affaires importantes; on employe des moyens plus doux, mais qui ne ſont pas moins ſûrs. Je commençois à me flatter que l'excluſion dudit Gentilhomme produiroit un effet ſalutaire; je commençois même à juger par cette violente infraction des droits les plus ſacrés, qui auroit ici occaſionné un ſoulevement général et placé le nom de cet Hollandois à côté de celui des SYDNEY et des HAMPDEN, que la République n'exiſtoit plus, et que le Stathouder y gouvernoit despotiquement. Je crains de m'être trompé. Je viens d'apprendre que le dit Gentil-homme eſt regardé comme un autre Brutus, un nouveau Barnevelt, un martyr de la patrie: on m'aſſure que le Prince, facile à ſe laiſſer prévenir, commence à ſoupçonner qu'on l'a trompé. J'apprends que le parti François ou anti-Stathouderien fait les plus effrayans progrès dans ce pays, que le public y eſt inondé d'écrits ſéditieux où le Prince eſt auſſi maltraité que S.M. pourroit l'être dans les papiers Anglois C'eſt une dangereuſe choſe que la liberté de la Preſſe. Cette fermentation chez un peuple, naturellement tranquille, endurant et doux, me fait craindre quelque funeſte exploſion.

LORD

S. M.

J'ai dans ce pays-là, mon fidel miniſtre et Chevalier YORKE, négociateur rompu dans le métier et habile Courtiſan ; car il y a une cour dans cette République. Il y a plus de vingt ans qu'il y réſide. Nous ne faiſons pas comme la cour de Françe, qui ne laiſſe pas à ſes miniſtres le tems de connoître leur emploi. Je puis me flatter d'être bien ſervi. Le Chevalier connôit le fort et le foible du pays. A l'aide de quelques milliers de guinées diſtribuées à propos à des Ecrivains et à des Magiſtrats mercenaires, notre parti, d'ailleurs protégé hautement par le prince, prévaudra toujours en Hollande ſur le parti Gallican.

LORD NORTH.

Pour vous dire ce que je penſe, cette nation tient moins à nous par l'interêt national que par l'interêt de quelques particuliers. Si les Hollandois avoient réaliſé les fonds qu'ils ont en Angleterre, peut-être auroient-ils déjà éclaté contre nous. C'à été une bonne politique de lier ainſi cette nation avide de gain: nous l'avons adroitement réduite à l'état d'un créancier qui ménage ſon debiteur dans la crainte qu'il ne lui faſſe ban-

banqueroute: entre nous, je ne sache pas, qu'elle nous soit actuellement attachée par aucun autre lien.

S. M.

Il est fâcheux que le Stathouder ne soit pas souverain absolu. Il est borné par les formes; et ces formes sont quelque chose. Je sais bien que l'envie ne manque pas à mon cher cousin de voir son nom inscrit dans l'Auguste Catalogue des souverains: nous ne contribuons pas peu à l'animer à cette grande entreprise: nous ne cessons de lui mettre devant les yeux la facilité avec laquelle le premier Magistrat de la Suede sut opérer une révolution semblable, il y a quelques années. Je commence à craindre qu'il manque d'audace et de dextérité. S'il venoit à réussir, comme nous pouvons tout sur ce Prince, nous pourrions nous flatter de gouverner absolument ce petit Etat, d'en monter les ressorts à notre volonté et d'en diriger les mouvemens suivant nos intérêts.

LORD NORTH.

Je doute, Sire, que cette révolution, depuis si longtems l'objet de nos voeux et de notre politique, renferme autant de facilités et d'avantages

que

que l'on eft porté communément à le penfer. Je craindrois plûtôt qu'avec un titre brillant, le Stathouder ne vît les bornes de fon pouvoir restreintes, que ce titre ne rendît toutes fes démarches fuspectes, fa perfonne odieufe, et qu'au moindre mécontentement, fes fujets indociles ne formaffent, à l'exemple de leurs ancêtres, de funeftes conjurations contre leur nouveau fouverain. Sire, je ne parle que d'après les Annales de ce peuple et d'après les informations que j'ai faites fur fes difpofitions actuelles.

S. M.

Vos paroles, Mylord, font de nouveaux traits de lumiere: je crois qu'en effet le Batave reffemble un peu à nos Bretons qui courboient fervilement la tête fous le joug d'un *Protecteur* et ont toujours porté impatiemment celui d'un *Roy*. Vraiment, la condition d'un Monarque Britannique eft bien dure. Je fuis donc obligé de convenir que le Prince d'Orange fera plus heureux et même plus puiffant avec le titre modefte de Stathouder(*)qu'il ne le feroit avec le titre orgueilleux de Roi.

LORD

(*) Ce titre fignifie Lieutenant ou Gouverneur. On feroit étonné que les Etats, qui fe difent fouverains, aient befoin d'entretenir un Gouverneur, dans un pays où ils font préfens; fi l'on ne favoit que les noms ne fignifient pas toujours ce qu'ils femblent fignifier.

LORD NORTH.

A moins qu'il ne trouvât moyen d'établir un gouvernement purement militaire et modelé fur celui de fon oncle. Puisque le dez eft jetté, il ne nous refte plus qu'à nous affurer de plus en plus de fes difpofitions et à l'enchainer plus étroitement à nos interêts. S'il trouvoit alors quelque oppofition dans la République, on pourroit lui infinuer de réduire les mécontens au filence avec le fecours de fes troupes, affiftées des meilleurs foldats de Pruffe et de Hanovre, qu'on feroit paffer en Hollande, fous prétexte de les embarquer pour l'Angleterre.

S. M.

On dit qu'en effet cette nation devient tous les jours plus ulcérée contre nous. Peut-être devrions-nous renoncer au Syftême que nous avons adopté d'exciter, fous main, nos capitaines de vaiffeaux à molefter fon commerce, pendant que nous les défavouons en public. Ne pourroit-on pas fe contenter de piller leurs bâtimens, fans tourmenter les équipages et leur difloquer les membres?

LORD NORTH

L'avis de V. M. ſeroit excellent, ſi nous avions affaire à des gens moins intéreſſés: mais cette nation eſt d'une avidité pour le gain, qu'il faut chercher à éteindre par les moyens les plus violens.

S. M.

Ne ſçavez-vous pas que la France eſt attentive à fomenter le mécontentement des Hollandois et ne ceſſe de les exciter à éclater?

LORD NORTH.

Ils ont trop de motiſs qui les empêchent de ſe déclarer contre nous. Leur intérêt, voilà leur honneur: ils ſont accoutumés à ſouffrir ces violences, comme nous à entendre leurs plaintes: Les diſpoſitions actuelles des Etats, ne ſont pas telles que je le déſirerois: cependant je ne déſeſpere pas de les engager encore à nous fournir les ſubſides ſtipulés par les traités.

S. M.

S. M.

Leur Ambassadeur doit venir: nous en conférerons plus amplement avec lui.



DIALOGUE V.

L'AMB. DES E. G.
LORD NORTH.

LORD NORTH.

Vous sçavez, Mr. le Représentant de nos bons et fideles alliés, que, depuis quelques années, nous n'avons pas à nous louer de la conduite de vos maitres: Vous sçavez que c'est de vos marchands que nos Colonies ont tiré la partie la plus considérable des munitions qui les ont mises en état de nous résister: ces griefs sont violens: cependant l'amour de S. M. pour votre Etat, est toujours le même: Elle . . . . .

L'A M B.

Elle fait qu'un Etat ne fauroit être responfable de toutes les fourdes menées des particuliers que l'avidité du gain fait fe jouer des prohibitions, les plus rigoureufes, et fe gliffer dans les ports les mieux fermés: c'eft le génie de notre nation: le fouverain même eft obligé d'y fermer les yeux: plûtà dieu que les autres peuples ne s'introduififfent jamais chez l'étranger, que pour leur fournir des commodités dont une loi politique défend l'importation! La République penfe au contraire avoir de violens reproches à vous faire: les faifies fréquentes que vous faites de nos bâtimens, les violences commifes fur les équipages, voilà des griefs qu'aucune raifon d'Etat ne fauroit difculper. Cependant, vous devez être affurés que mes maîtres ne defirent rien tant que de vivre en bonne intelligence avec vous.

L O R D N O R T H.

Il ne fuffit pas de vivre en bonne intelligence. Ne fentez-vous pas qu'il eft actuellement, plus que jamais, de votre intérêt de faire caufe commune avec nous, de s'élever contre la France qui,

qui, par sa conduite partiale et des distinctions odieuses, montre clairement combien elle vous méprise et combien votre sort seroit dur, si cette puissance ambitieuse et perfide, ardente à tout diviser pour tout envahir, venoit à obtenir la préponderance sur les mers.

L'A M B.

Je ne vous cacherai pas, Mylord, que la conduite de la France à notre égard ne paroît pas à tous les citoyens de la République d'une conséquence également funeste: nous sommes cependant bien éloignés de l'approuver: mais comme nous ne pouvons agir sans l'unanimité, je n'ai rien à vous dire, sinon que vous avez tout à espérer des sentimens que la conduite de la France a inspirés aux bons patriotes. Je ne doute pas que la réponse de mes maitres à la demande des vaisseaux pris par Paul Jones et des secours stipules par l'alliance des deux nations, ne soit conforme à vos voeux. En attendant je vous conseillerois de donner des ordres pour que notre navigation fût plus respectée: car je ne vous cacherai pas que les violences antérieures peuvent avoir ralenti le zele de nos citoyens. Il faut un peu menager cette turbulente ville d'Amsterdam qui veut prendre le ton

fur toutes les autres, fous le prétexte imaginaire de défendre la liberté belgique. Il vient même d'arriver ici un Marchand de cette ville orgueilleufe: il fe plaint que je ne foutiens pas les intérêts du commerce avec affez de chaleur: il ofe fe permettre des menaces contre l'Angleterre: votre feigneurie ne fera pas mal d'écouter cet original, pour juger des difpofitions de la nation et la tranquillifer en lui donnant au moins de bonnes paroles.

DIA-

DIALOGUE VI.

L'AMB., LORD NORTH,

LE MARCHAND D'A....

LE MARCHAND.

JE preſſens, Mr. le Miniſtre de S. M. B. que vous ne gagnerez pas à tourmenter nos pauvres marchands, et que l'Angleterre, dans ſa détreſſe actuelle, feroit mieux de chercher de nouveaux amis que de s'aliéner ſes anciens alliés. On arrête nos vaiſſeaux, on pille nos marchandiſes, on eſtropie, on maſſacre nos matelots. Vous m'avouerez que ce procédé n'eſt ni poli ni politique.

LORD NORTH.

Je ne doute pas, mon cher ami, que vous n'entendiez parfaitement le calcul en fait de ſpéculations de commerce: mais la politique eſt une ſphere différente; et vous ne pouvez mieux faire que

de vous en tenir aveuglément à la décision des Etats vos maitres: ils savent que, si l'on écoutoit vos marchands, leurs résolutions emportées n'iroient à rien moins qu'à élever à un point redoutable la puissance Françoise, cette éternelle ennemie du repos de l'univers, de la religion et de la liberté des peuples. Nous n'êtes guidés que par l'interêt présent et particulier: mais vous ne pénétrez pas dans l'avenir: et le grand interêt de l'Etat échappe à vos vues circonscrites dans le cercle étroit des comptoirs et des magazins.

LE MARCHAND.

N'en déplaise à votre seigneurie, je ne vois pas le danger que court notre religion dans la circonstance présente: je ne vois pas quel rapport il peut y avoir entre la saisie de nos vaisseaux et le Synode de Dordrecht, entre des mâtures et la satisfaction de Christ. Mais les regards sublimes et perçans des grands seigneurs et des Ministres des Rois, voyent tant de choses qui échapent à des vues faibles et bornées telles que les nôtres! Vous me permettrez, seulement, de vous demander comment il s'est fait que cette voix du peuple qui ne cessoit de vous dire " vous perdrez l'Amérique en voulant la ramener à coups de canon;

on; la France fe déclarera contre vous: l'Efpagne l'imitera &c"; vous me permettrez, dis-je, de vous demander: comment, il s'eft fait que, malgré vos belles fpéculations politiques, le peuple a deviné plus jufte que vous. Nous ne favons juger des chofes que par les effets: les François foutiennent actuellement la liberté de vos Colonies que vous voudriez détruire: quel interêt les engageroit à menacer la nôtre? Vous, au contraire, ne ceffez de défoler notre commerce: et je prévois que, fi vous ne changez de fyftème à notre égard, vous pourriez nous forcer à repouffer la force par la force, fuivant la grande loi de la nature, qui vaut bien votre droit politique, auquel je vous avouë que je n'entends rien. Telle eft la raifon qui m'a fait paffer la mer. Je ne fuis pas feulement venu, pour vous demander la reftitution des navires que vos corfaires m'ont enlevés: je fuis encore venu pour vous avertir, que vous avez tout à craindre de la difpofition où font les efprits en Hollande.

LORD NORTH.

Il paroît que, s'il ne tenoit qu'à vous, vos concitoyens ne tarderoient pas à époufer le parti de la France.

LE MARCHAND.

Votre obſervation eſt captieuſe; tout ce que je ſais, c'eſt que les François auroient pu nous mener loin, s'ils avoient ſû nous ménager: j'ai vu le moment où l'on ne formoit en Hollande presque qu'un ſeul et même cri contre les Anglois. Cette conſpiration unanime n'eût pas manque d'influer dans les aſſemblées d'Etat. La cour de France, pour achever de nous déterminer, n'avoit qu'à combler la meſure des bons procédés à notre égard. Quels avantages ne pouvoit-elle pas ſe promettre de notre République, intéreſſée fortement à l'indépendance de l'Amérique et outrée contre les Anglois, ſi, après avoir relevé ſa marine et attiré l'Eſpagne; elle ſe fût attachée à gagner notre Stathouder au lieu de l'irriter, et nous eût propoſé de nouveaux avantages de commerce, avec le renouvellement de nos anciennes alliances! Il ne tenoit qu'à elle de changer le ſyſtême de l'Europe. La guerre feroit finie, l'Angleterre réduite aux bornes que la nature lui a aſſignées, et l'Amérique reconnue libre. Mais, la France n'a connu ni ſes intérêts ni le caractere de notre nation. Elle paroit nous avoir mépriſés comme une puiſſance ſubalterne; elle a hazardé des menaces, que ſes

ses ennemis n'ont pas manqué de relever : elle s'est permis des actes de partialité qui ont jetté la défiance dans les esprits.

L' A M B.

Vous avez, mon cher Compatriote, fort bien jugé ce point de politique. Jamais la France ne rompra le faisceau de fleches qui nous tient réunis. Quand même ses vuës ne seroient pas louches, sa politique ne laissera pas de nous être suspecte. Les soupçons qu'elle vient de faire naître, contre-balanceront toujours le ressentiment de ceux qui croient avoir à se plaindre de l'Angleterre.

L O R D N O R T H.

Je suis charmé de vous voir dans de pareils sentimens. J'en conçois de favorables augures pour la Grande-Bretagne. Tout cela doit vous persuader que votre interêt est essentiellement lié au bien-être de notre nation. Envain les François vous feroient appréhender une invasion par terre. L'Angleterre les arrêtera toujours, en mettant entre vous & eux une égide que leurs armes & leurs efforts ne pourront jamais entamer.

L'AMB.

L'AMB.

Vous avez raison, Mylord ; mais nous avons encore d'autres défenses contre les François. L'Empereur ne leur permettroit pas aisément de s'étendre autour de ses possessions. Il regarde déjà d'un œil jaloux leur accroissement en Amérique. Et s'il étoit jamais d'intelligence avec eux, n'aurions nous pas infailliblement pour nous le grand Frederic? La France, alors obligée de partager ses forces, nous seroit peu redoutable sur terre. Mais, sur mer, quel poid ne mettrions nous pas dans la balance où nous nous trouverions?

LE MARCHAND.

Je vois avec plaisir que notre existence ne dépend pas absolument de la protection des Anglois. Je ne vous cacherai pas, Mylord, que votre nation n'est gueres aimée en Hollande. Il y a bien des patriotes qui brûlent qu'on saisisse l'occasion de vanger les outrages qu'elle ne cesse de nous faire essuyer. Par exemple, est-il rien de plus odieux que l'affreux point d'honneur de vos matelots, qui font périr toutes les années un nombre considérable de nos vaisseaux par le cruel refus de s'écarter tant soit peu;

peu ; quand leurs bâtimens maſſifs rencontrent, dans les paſſages étroits, les frêles carcaſſes de nos legers navires ? Ces vains honneurs qu'ils nous forcent de rendre à leur pavillon, ne ſont-ils pas les cauſes funeſtes de toutes leurs violences & de tous leurs outrages à notre égard ? Ne ſommes-nous pas une puiſſance indépendante auſſi bien qu'eux ?

LORD NORTH.

Il ne s'agit pas, mon cher Ami, de diſcuter, ſi votre République eſt une puiſſance indépendante ou non. Elle l'eſt ; perſonne ne le nie : mais elle eſt une puiſſance ſecondaire : vous êtes des enfans encore petits et faibles : vous devez le reſpect à ceux qui ſont plus grands, plus forts, plus âgés. Vous êtes vif, Mr. le ſpéculateur en bois, en bled et en fromages. Mes affaires m'appellent ailleurs ; je vous laiſſe avec Mr. l'Ambaſſadeur qui vous expliquera plus au long la juſtice et la modération de notre conduite.

Lord North ſort.

L' A M B.

Je ſuis charmé que vous ayiez pris avec chaleur les interêts de votre patrie. Mon emploi me fait un

un devoir de dérober aux Anglois bien des vérités dures qu'ils méritent: Il est à propos de les ménager, parceque nous ne sommes pas encore en état de les braver. Ils veulent bien nous payer les marchandises qu'ils nous enlevent: nous devons être contens; mais il faut toujours faire paroître qu'on nous fait tort, et grand tort. S'ils pouvoient remettre les membres à ceux qu'ils estropient ou rendre la vie à ceux qu'ils tuent, cela vaudroit encore mieux: mais patience, si nous voulions nous défendre, il y auroit bien plus de tués et d'estropiés. Les Anglois finiront toujours par être la dupe de leur violente politique. En nous payant tout ce qu'ils nous enlevent, il arrive que nous les approvisionnons aussi bien que les François. Ils détruisent ainsi leur acte de navigation. Je vous engage à continuer toujours de faire des requêtes contre eux.

LE MARCHAND.

Quelle sublime science que la politique! le voile qui couvroit mes yeux commence à tomber: daignez m'initier plus avant dans les Augustes mysteres des cours.

L'AMB.

Les Anglois croyent que nous ne sommes que des mane-

mannequins qu'ils font tourner à leur gré; et c'eſt nous qui les jouons: ils ſe ſont imaginés que nous épouſerions leur parti: nous leur avons fait entendre que nous n'attendions que le moment que notre marine ſeroit montée ſur un pied reſpectable, et que nos troupes de terre ſeroient augmentées pour défendre les frontieres contre les François. Vous ſavez que les Etats ont effectivement délibéré ſur ces deux objets: les reſolutions ont trainé en longueur, comme on le prévoyoit bien: nous leur promettons une iſſue conforme à leurs vœux. Pour mieux les aveugler, les Etats-Généraux parurent vouloir accéder à la demande qu'ils leur faiſoient de renoncer à la liberté du tranſport des munitions navales; mais les choſes étoient arrangées de maniere que la ville d'Amſterdam empêcha tout-à-coup les ſuites de cette déliberation. Par cette adroite politique, il arrive que les Anglois nous doivent de la reconnaiſſance pour ce que nous paroiſſions vouloir faire en leur faveur, et que nos droits à la liberté du commerce étant conſervés dans toute leur force, nous pourrons bientôt leur objecter la ſaiſie de nos vaiſſeaux comme une infraction qui nous dégage de l'obligation de fournir les ſecours ſtipulés par les traités. Ils nous demandent actuellement ces ſecours; ils veulent avoir deux vaiſſeaux qu'un pirate Américain vient d'emmener dans le Texel: nous

nous leur aurions déjà répondu, si les François avoient su détruire leur flotte et bombarder Plimouth.

LE MARCHAND.

Tout ce que vous dites est nouveau pour moi.

L'A M B.

La politique actuelle de l'Etat est d'éluder en temporisant, d'éviter soigneusement de prendre part aux guerres étrangeres, pour en tirer tout le parti possible. Le rôle que je joue ici, est des plus difficiles: je dois entretenir cette cour dans l'espoir d'obtenir ce qu'elle demande, afin qu'elle ne nous force pas de quitter l'avantageuse neutralité que nous avons choisie, et prolonger le tems où nous profitons des sottises de nos voisins.

LE MARCHAND.

Mais n'est-il pas à craindre qu'une cour aussi politique ne pénétre nos vuës, et n'agisse en conséquence?

L'AMB.

L'A M B.

Nous avons une excuse plausible dans l'organisation de notre gouvernement: Nous avons un Stathouder intéressé à favoriser l'Angleterre: Nous avons des Etats-Généraux où il a la plus grande influence: cette tête et ce corps sont en général pour les Anglois: mais notre République est composée de plusieurs autres corps: les Etats particuliers et les villes ont des interêts différens; ils ont voix négative dans les délibérations, voilà le grand point qui conserve notre liberté au dedans et notre repos au dehors. Nous ne pouvons prendre de parti que tous n'y consentent: ainsi nous ne pouvons nous engager dans aucune entreprise, à moins que l'avantage ne soit évident. C'est un chef-d'œuvre de politique que cette unanimité; elle nous empêche, il est vrai, de jouer un rôle dans les affaires de l'Europe: mais que ce rôle nous coûteroit cher! Ne vaut-il pas mieux préférer le bonheur à l'éclat? Les étrangers trouvent notre constitution absurde: elle l'est en effet pour eux qui ne peuvent nous gouverner à leur gré. Je suis, moi-même, obligé de parler quelquefois leur langage: je m'emporte le premier contre la marche lente et embarassée de notre machine politique:

il faut bien que j'amuse les Anglois: ils voudroient que nous les imitions par des résolutions précipitées. La France frémit surtout. Elle ne cesse de nous faire entendre que nous abandonnons notre honneur et nos interêts, comme si nous ne connaissions pas l'un et l'autre encore mieux qu'elle. Le François a cru frapper un grand coup, en défendant en dernier lieu l'importation des fromages de Nord-Hollande.

LE MARCHAND.

Il s'est furieusement trompé. Lorsque je partis d'Amsterdam, je vis embarquer une quantité prodigieuse de fromages: on me dit qu'ils étoient destinés pour la France, que l'édit du Roi n'avoit fait que changer leur nom, et qu'on ne les apeloit plus que des fromages de Sud-hollande. J'ôse vous demander, à present, si nous ne serions nous pas en état de prendre enfin le parti d'une neutralité respectable et respectée?

L'A M B.

Je vous observerai que le systême de notre constitution fédérative est, comme toutes les constitutions humaines, sujette à des inconvéniens. A raison

ſon de la différence des intérêts et des vuës, il arrive que tout n'eſt pas également bien réglé dans l'intérieur du pays. Il faut avouer que nos forces navales ne ſont pas ſur un pied propre à en impoſer. C'eſt un grand malheur pour nous qu'ayant dans tous les tems plus de mille vaiſſeaux marchands ſur les mers, nous n'avons pas des forces régulieres pour les protéger. Nous n'avons point, comme la France et l'Angleterre, de corps de marine fixe et permanent. D'ailleurs nous devons craindre d'irriter les Anglois qui nous payent toutes les années une rente d'environ 1570000 livres ſterlings ce qui, à calculer le change à 36 eſcalins, qui eſt ſon cours actuel, revient à plus de 16956000 florins de Hollande. Vous m'avouerez qu'une ſomme d'environ dix-ſept millions de florins que nous tirons annuellement de l'Angleterre, mérite quelque attention.

LE MARCHAND.

Je vois à préſent que ce ſeroit une queſtion bien digne d'occuper une ſociété patriotique; ſi l'on peut être bon citoyen et avoir des fonds en Angleterre. Si ce numéraire étoit dans notre pays, combien cette augmentation d'eſpeces, en diminuant l'interêt

 de

de l'argent, ne ferviroit-elle pas à ranimer le commerce, à favorifer de grandes entreprifes utiles; foit intérieufes, en defféchant les marais et les lacs, en défrichant les bruyeres; foit extérieures, en facilitant des fpéculations nouvelles et étendues comme nous en faifions autrefois? Que de banqueroutes le hauffement de l'intérêt de l'argent n'a-t-il pas occafionnées, et que de branches utiles de commerce ne nous a-t-il pas fait perdre? Il eft vrai que nos rentiers, en plaçant leur argent dans le pays, n'auroient plus d'auffi grands revenus qu'ils en tirent des Etats emprunteurs: mais l'oifiveté, fuite naturelle de leur état, ne les a-t-elle accoutumés à un luxe qui a fait refluer dans ces Etats au delà même des intérêts ordinaires que ces rentiers tireroient dans leur patrie? Au pis-aller, ils travailleroient comme leurs ancêtres: cet argent rendroit fûrement plus à l'Etat par les produits du commerce que par les rentes des fonds étrangers: le commerce national n'a-t-il pas été plus floriffant et notre puiffance plus grande, dans le tems que nous ignorions l'agiotage, fyftême funeste qui n'a fervi qu'à dégrader nos ames, corrompre nos mœurs, rendre notre patrie tellement dépendante et efclave des puiffances étrangeres qu'elles peuvent nous ruiner à l'occafion d'un premier revers ou du plus léger mécon-

te

tement. En un mot je crois que c'eſt à ce funeſte agiotage, non moins qu'aux guerres où la politique et l'ambition de la grande Brétagne nous a entraînés, que notre République doit ſa décadence hélas ! trop réelle. Voilà la cauſe des honteux ménagemens que nous ſommes obligés d'avoir pour des puiſſances qui oſent trouver mauvais, que nous ayons le bon ſens de ne pas nous égorger avec elles.

L'A M B.

Voilà des vues neuves : vous avez très bien apprécié cet objet. Quant à l'état de notre marine, j'ajoute que nos officiers de mer ne ſont ni aſſez honorés, ni aſſez recompenſés. Ils ſont peu attachés à un pavillon, où ils ſont réduits au vil emploi de munitionnaires. Ces ſoins minutieux aviliſſent leur ame, s'ils s'y appliquent et les expoſent à être trompés s'ils n'y donnent pas aſſez d'attention. Ils n'ont aucun interêt de ſoumettre à l'exercice et à la discipline, des équipages qu'ils changent presque à chaque voyage et qui les haïſſent, parceque, pour faire bourſe, ils ne fourniſſent à ces équipages que des vivres, qui ne ſont ni bons ni ſuffiſans. Je penſe que nous devrions moins nous

épuifer à entretenir des armées formidables de terre, pour garder des frontieres qui, d'après ce que j'ai déjà obfervé au Lord North, ne fauroient être menacées. Nous devrions transporter plûtôt ces dépenfes à la protection de nos côtes et de notre navigation, qui font la bafe de notre exiftence et la fource de notre profpérité. Nous avons tant de marins qui ne manquent ni de zele ni de capacité.

DIA-

DIALOGUE VI. (*)

LORD WEYMOUTH
UN ENVOYE DE FRANCE.

L'ENVOYE.

JE puis assurer votre seigneurie que S. M. T. C. n'a rien tant à cœur que d'entamer une négociation, qui puisse amener la suppression totale des malheurs d'une guerre, dont les fléaux ne se font pas moins sentir aux habitans de la Grande-Bretagne qu'à ceux de l'empire François, et dont la perspective est bien plus effrayante pour vous que pour nous.

LORD

(*) Ce dialogue a paru séparément et quelques jours après les autres : il a été généralement attribué au même Auteur : ainsi nous l'avons cousu le mieux qu'il nous a été possible avec les autres. Nous avons cru cette remarque nécessaire, pour éclairer les critiques et les commentateurs à venir qui pourroient se quereller serieusement, si quelques-uns s'apercevoient qu'en effet ce dialogue est un hors-d'oeuvre, découverte que les autres ne manqueroient pas d'attaquer ; et qui pourroit, peut-être, donner occasion à quelques *in-folio* à pure perte. *Note du Traducteur.*

LORD WEYMOUTH.

La condamnation indélebile de la France se réduit à la preuve de deux propositions simples et presque évidentes, premierement qu'une paix profonde, permanente et de la part de l'Angleterre, sincere et véritable, subsistoit entre les deux nations, lorsque la France forma des liaisons d'abord secretes et ensuite publiques et avouées avec les Colonies révoltées de l'Amérique; secondement que, suivant les maximes les plus reconnues du droit des gens et selon la teneur même des traités actuellement subsistans entre les deux couronnes, ces liaisons pouvoient être regardées comme une infraction de la paix. Vous l'avez troublé cette paix que la *modération* de S. M. avoit rétablie.

L'ENVOYE.

Vous ne dites pas que cette paix déshonorante pour la dignité d'une grande nation, étoit un état forcé qui avoit laissé dans les esprits le mécontentement et le desir de la vengeance. Les Fran-

François n'ont fait que ce que vous auriez fait à leur place. Transportez vous, je vous prie, encore une fois, au tems des négociations pour la dernier paix. Rappellez vous l'inflexible hauteur avec laquelle vous ufâtes des droits de la victoire et comment vous abufâtes de fuccès que vous ne deviez qu'à la perfidie avec laquelle vous nous aviez attaqués en pleine paix Louis XIV. renonçoit, à fin de fes plus heureufes campagnes, à de brillantes conquêtes pour éteindre l'envie et le reffentiment dans le cœur de fes ennemis. Comment ofez-vous vanter votre modération, tandisqu'il s'en faut bien que vous ayiez été auffi modérés que ce Monarque, dont vous ne ceffez de relever l'orgueil et l'ambition? Le Canada, une partie de la Louifiane, la Floride; le Cap Breton, la Dominique, St. Vincent, Terre-neuve, Tabago Madras, le Sénégal et je ne fçais combien d'autres établiffemens dans toutes les parties du monde, il a fallu tout vous céder: votre avidité a tout dévoré: font-ce là des traits de votre modération? Ne deviez-vous pas penfer qu'on ne foufcrivoit à des conditions fi déshonorantes et fi dures, que pour obéir à la grande loi de la force et combiner une vengeance plus fûre? Ce n'eft pas que j'attribue un droit réel à la force: je ne juge pas d'après le droit; je juge d'après les faits: je ne

parle pas en législateur ; je parle en politique. Je dis que chaque état doit tenir un rang analogue à sa situation, à sa grandeur et à sa population; les sujets de cet état conservent malgré eux des sentimens d'orgueil relatifs à la force de la société qu'ils composent : un événement imprévu peut bien abaisser cet Etat : mais il ne sauroit ni l'empêcher de tendre naturellement à se relever, ni étouffer les sentimens des particuliers: Et vous paroissez étonnés de notre conduite actuelle! Vous aviez brisé la barriere en Europe et aux Indes. Il étoit, a dit très bien chez vous un de nos Ecrivains, de la dignité d'une nation qui prétend en corps aux honneurs de la philosophie, de se fixer des bornes à elle même et de montrer aux hommes étonnés, une puissance prépondérante et moderée. Si vos ministres avoient connu le cœur humain, apprécié une grande nation telle que la Françoise, et consulté leurs vrais interêts, ils ne nous auroient pas contraints à faire de pareilles cessions: vous nous attaquâtes en Renards et vous nous fîtes la loi en Lions.

LORD WEYMOUTH.

Si un ennemi étranger avoit fait la conquête des Etats de S. M. B. en Amérique et que la France eût confirmé par un traité solemnel, un acte de violence qui dépouilloit, au milieu d'une paix profonde, le voisin respectable, dont elle se disoit le

voi-

voisin et l'allié, l'Europe entiere se feroit soulevée contre l'injustice d'un procédé qui violoit sans pudeur tout ce qu'il y a de plus saint parmi les hommes. La premiere découverte, la possession interrompue de deux cens ans, suffit pour constates les droits de la Grande-Bretagne aux terres de l'Amérique-Septentrionale et sa souveraineté sur le peuple qui y avoit formé des établissemens avec la permission et sous le gouvernement des prédécesseurs du Roi.

L'ENVOYE.

Tous vos publicistes avouent que le soulevement général de toute une nation ne mérite point le nom de rébellion. Guillaume III fut sans doute un ennemi étranger à l'égard de Jacques II: cependant, Jacques II n'avoit-il pas plus de droits sur la Grande-Bretagne, que George III n'en peut reclamer sur les colonies de l'Amérique? Pour vous montrer la faiblesse de votre argument, je suppose que les Americains, reconnaissant les droits des prédécesseurs de votre Monarque, se fussent avisés de proclamer le Prétendant ou son ayant-cause: que pourriez-vous leur objecter? N'auroient ils pas droit de vous dire qu'ils rendent à l'héritier

tier légitime un domaine usurpé et que vous êtes vous même les rébelles et votre Prince l'usurpateur ?

LORD WEYMOUTH

Parcequ'un peuple ôse secouer le joug de l'autorité ou plûtôt des loix, qu'il a usurpé les provinces et les prérogatives de son souverain, et recherché l'alliance des étrangers, pour appuyer son indépendance prétendue, ces étrangers peuvent-ils accepter cette alliance, ratifier ces usurpations et reconnoitre cette indépendance, sans supposer que la révolte a des droits plus étendus que ceux de la guerre et sans accorder aux sujets rébelles un titre légitime aux conquêtes qu'il n'ont pu faire qu'au mépris de la justice et des loix.

L'E N V O Y E.

Ces phrases sont belles: on diroit qu'elles sont préparées pour entrer dans un manifeste; mais elles sont toujours fondées sur un faux principe. Elle ne vont à rien moins qu'à ébranler tous les trônes, en com-

commençant par celui de George III. Vous ſavez que tout le monde ne convient pas en Europe, et ſurtout en Angleterre, que les Américains ſont des rébelles. Au moins il n'eſt pas ſûr que l'infortune les rendra tels: leur crime ou leur innocence dépendent du ſort des armes: dans cette ſituation, n'avons nous pas le droit de les ſoutenir, comme les Hollandois ont eu droit de ſoutenir votre Guillaume III.; avant que la victoire eût légitimé ſon uſurpation, ou comme Henri IV. et Elizabeth reconnurent et ſoutinrent l'indépendance des Provinces-Unies, ſans attendre le conſentement de la puiſſance dont cette déclaration bleſſoit les droits?

LORD WEYMOUTH.

Il étoit réſervé à la France de ſe vanter de ſes diſpoſitions pacifiques, dans l'inſtant même que ſon ambition lui inſpira d'exécuter et d'avouer un acte de perfidie ſans exemple dans l'hiſtoire des nations.

L'E N V O Y E.

J'ai déjà répondu à votre nouvelle déclamation, en vous prouvant que l'autorité même de S. M. B. n'étoit ap-

appuyée que sur des exemples de ce genre. Je pourrois rappeller encore l'assistance secrete ou publique que vous avez donnée aux Rébelles de la Rochelle, des Cevennes, ou de la Corse. N'aviez vous pas auparavant reconnu les droits qu'avoient dans ces différens endroits, Louis XIII, Louis XIV, et la République de Genes qui les céda à Louis XV?

LORD WEYMOUTH.

Après avoir épuisé toutes les ressources de la perfidie et de la dissimulation, la France óse avouer à la face de l'Europe *indignée* un traité solemnel fait avec les agens *ténébreux* des colonies.

L'E N V O Y E.

Pendant plus de vingt ans votre Reine Elizabeth se consuma en protestations d'amitié pour le Roi d'Espagne dans le tems qu'elle assistoit secretement d'argent et publiquement de troupes, un peuple qu'elle regardoit elle même comme rébelle. Que la conduite de Louis XVI a été bien plus noble

et

et plus franche! Il ne vous a caché sa résolution qu'autant de tems qu'il lui en falloit pour consommer un traité qu'il ne pouvoit faire que secretement. Il ne vous a point caché qu'il étoit ravi de saisir cette occasion pour voir l'abaissement d'une puissance, qui étoit vraiment trop étendue pour sa sureté. Si, comme vous le prétendez, l'Europe eût été indignée de cette conduite pourquoi, vous qui l'avez si souvent soulevée contre la France, ne l'avez vous pas fait armer en votre faveur dans une circonstance où elle commet, selon vous, une perfidie sans exemple dans l'histoire des nations? Cette inaction, jusqu'à présent inouie de l'Europe à votre égard, prouvé donc avec la derniere évidence qu'elle est bien loin d'être indignée et que son voeu général est pour l'Amérique et la France.

LORD WEYMOUTH.

La cour de France oublie sans peine la foi des traités, les devoirs des alliés et les droits des souverains, et ne rougit point d'avilir sa dignité par des liaisons d'abord secretes, ensuite publiques avec un peuple qui ne fonde son indépendance prétendue que sur la hardiesse de sa révolte.

L'E N-

L'ENVOYE.

Ainſi les Américains ſont, ſuivant vous, dans le cas des uſurpateurs; or, dans quel code politique avez vous lu qu'il fût humiliant ou défendu de traiter avec des uſurpateurs? Les puiſſances de l'Europe ne ſont-elles pas dans l'uſage de ne regarder, en ce cas, que le droit du poſſeſſeur, ſi leur intérêt les y engage; elles ne ſe conſtituent point les juges des querelles domeſtiques d'une autre nation. Ces principes vous paraiſſent renverſer les droits des ſouverains: et c'eſt préciſément le contraire. C'eſt d'après ces principes que les puiſſances de l'Europe envoyent des Ambaſſadeurs à votre Monarque, comme elles en ont envoyé à Cromwel. Ce n'eſt pas à George III que la France *jura* une amitié éternelle en 1763: elle a traité avec l'Empire Britannique, auquel étoient alors jointes les treize colonies qui viennent de rompre le pacte d'aſſociation. Elles diſent que vous avez commencé par le rompre vous mêmes, en violant à leur égard la loi fondamentale de votre Etat ſuivant laquelle un ſujet Britannique ne peut être taxé ſans

ſon

fon confentement. Cet empire étant divifé en deux, pourquoi n'aurions-nous pas le droit de traiter avec l'une et l'autre partie? Suivant les principes de la conftitution Britannique, toute autorité ne vient-elle pas du peuple ? On a vu quelquefois des ambitieux faire foulever une nation pour leur propre intérêt. Mais il n'eft pas dans la nature des chofes humaines, qu'une nation entiere, où presque tous les citoyens ont part au gouvernement, recoure, fans raifon ni motif, à la voie terrible des armes, pour foutenir ce qu'elle appelle fa liberte, et qu'elle fecoue unanimement une domination ancienne et affermie par le tems. Dans ce terrible conflit, ceux qui fe plaignent, feront-ils moins dignes de foi, que ceux qui leur répondent par le fer et le feu? Vous apellez actuellement les François vos alliés: et pourquoi ne ceffez-vous dans toute autre occafion de les apeller, auffi bien en paix qu'en guerre, vos ennemis naturels?

LORD WEYMOUTH.

La France ne fe juftifie qu'en faifant valoir, tour à tour et presque au même inftant, des droits qu'il n'eft permis qu'à un ennemi de réclamer:

et son adresse à confondre sans cesse deux suppositions qui n'ont rien de commun, est la conséquence naturelle d'une politique fausse et insidieuse, incapable de soutenir la lumiere du grand jour. N'est-ce pas permettre la guerre que d'accorder, comme la France a fait, aux Americains, le droit d'armer dans ses ports et d'en exporter toutes sortes de munitions de guerre; et peut-on permettre la guerre, sans violer la paix? En un mot la déclaration du Marquis de Noailles n'a-t-elle pas été le signal de l'infraction publique d'une paix, annoncée par des faits qu'on ne peut considerer que comme une autre infraction de la foi des traités? Votre cour, dans son manifeste, n'a-t-elle pas laissé échaper l'aveu des engagemens qu'elle avoit formés avec l'Espagne, pour vanger leurs prétendus griefs et mettre un terme à ce qu'elles apelent l'empire tyrannique de l'Angleterre sur les mers?

L'ENVOYE.

C'est sans doute pour justifier les ordres que vous aurez donnés clandestinement pour prendre les Manilles, que vous amenez ici le Roi d'Espagne: c'est, pour justifier la surprise de Pondicheri, qu'il

qu'il vous plait d'aſſigner à la déclaration du Marquis de Noailles la teneur d'une déclaration de guerre. Que tous les miniſtres de S. M. B. interrogent leur propre cœur, et ils avoueront que, dans le tems, cette déclaration ne fut pas regardée comme telle. Il y eut dans votre parlement pluſieurs membres qui la repréſenterent comme un procédé qui n'avoit rien d'extraordinaire, ni d'hoſtile. Votre Amiral Keppel prouva, avec la derniere évidence, que la choſe n'étoit pas encore décidée; puisqu'il laiſſa paſſer au milieu de ſa flotte, pluſieurs vaiſſeaux François, dans la crainte, dit-il, qu'on ne jettât ſur lui le blâme d'avoir engagé ſa nation dans les horreurs d'une nouvelle guerre. La relation même de ceux qui attaquerent la *Belle-Poule*, prouve encore, par l'attention qu'ils ont à rejetter l'aggreſſion ſur les François, combien vos aſſertions ſont fauſſes: il ſeroit ſingulier qu'un peuple-Roi, tel que vous oſez vous titrer, fût en guerre, ſans le ſavoir. Donc, ce que vous regardez comme un défi et que la France regarde comme une déclaration innocente, n'étoit point accepté pour tel. Or, comme ce principe, probablement faux, et certainement douteux, eſt la raiſon d'après laquelle vous dites avoir commencé les hoſtilités, il s'enſuit donc que vous êtes d'injuſtes aggreſſeurs et que vous avez violé vous mêmes les droits des nations et de la paix.

LORD WEYMOUTH.

Les déclarations ne font que des moyens dont les nations font réciproquement convenues, pour éviter la trahifon et la furprife; mais les cérémonies qui annoncent ce changement terrible de la paix à la guerre, les hérauts, les proclamations, les manifeftes, ne font jamais néceffaires et ne font pas toujours les mêmes.

L'E N V [illegible] E.

Ainfi, Meffieurs les Anglois, vous n'avez pas dégénérés: vous êtes auffi toujours les mêmes. Toutes ces formalités ou d'autres équivalentes, ne font pour vous que de vaines inftitutions: vous nous le prouvâtes très bien en 1755: vous ne devez donc pas être étonnés que notre Monarque ait pris des arrangemens en conféquence: fes précautions ne font donc pas, comme vous l'avez infinué, l'effet d'une confcience qui fe fent coupable, mais elles font l'effet d'une prudence néceffaire vis-à-vis d'un voifin dont on connoiffait la maniere d'agir par une trop funefte expérience.

LORD

LORD WEYMOUTH.

Que devions nous faire en voyant la cour de Versailles appliquée avec l'ardeur la plus vive et la plus opiniâtre à l'augmentation de sa marine, et précipitant, sans motifs et sans ennemi, dans tous ses ports, la construction et l'armement de vaisseaux, en détournant une partie considérable de ses revenus, pour fournir aux frais de préparatifs militaires, dont il étoit impossible d'annoncer la nécessité ou l'objet?

L'ENVOYE.

Vous deviez la prévenir, et suivant votre ancienne coutume, l'écraser avant qu'elle eût le tems d'étaler l'orgueil de sa nouvelle puissance maritime.

LORD WEYMOUTH.

Mais, qu'auroit dit le tribunal libre et respectable qui prononce, sans crainte et sans flatterie, l'arrêt de l'Europe, du siecle présent et de la postérité; si nous eussions fait un usage de nos forces plus conforme aux suggestions de la prudence qu'aux loix exactes de l'apparente équité?

L'ENVOYE.

Depuis que vous vous ſentez un peu foibles, vous êtes devenus bien délicats ſur le point d'honneur, Meſſieurs les Anglois. Si vous euſſiez été moins délicats ou plus puiſſans, vous auriez bravé ſans peine les cris des hommes éclairés et déſintéreſſés de l'Europe; et vos colonies ſeroient ramenées à l'obéiſſance. Ou plûtôt, pour éviter le ton du perſiflage, avouez que l'état critique où vous vous êtes trouvés, de ne pouvoir frapper ſans bleſſer l'apparente équité, ni reſter oiſifs, ſans compromettre vos plus précieux interêts, montre que votre puiſſance étoit montée trop haut et que les alarmes, que vous avez inſpirées partout et que l'Europe fait éclater ſuffiſamment en vous abandonnant, ne ſont que trop fondées.

LORD WEYMOUTH.

Il ne convient pas à la dignité de S. M. B. de vouloir rechercher l'époque ou la nature de la correspondance que les agens des Colonies révoltées eurent l'adreſſe de lier avec les miniſtres de Verſailles, et dont on vit bientôt les effets publics dans

dans la liberté générale ou plûtôt dans la licence effrénée d'un commerce illégitime. La conduite des négocians François qui faisoient passer en Amérique, non seulement les marchandises utiles et nécessaires, mais encore le salpêtre, la poudre à canon, les munitions de guerre, les armes, l'artillerie, annonçoit hautement qu'ils étoient assurés non seulement de l'impunité, mais de la protection même et de la faveur du ministere.

L'ENVOYE.

Parceque les François, lors du soulevement de l'Amérique contre la mere-patrie, étoient en paix avec vous, s'ensuivoit-il qu'ils dussent vous montrer la déférence la plus indéfinie? Devoient-ils repousser de leurs ports des marchands qui venoient y apporter une branche avantageuse de commerce? Ne perdez pas de vue que, dans l'état d'oscillation où cette défection a mis la France vis à vis de l'Angleterre, la premiere devenoit naturellement plus pesante à proportion que le poids de la seconde diminuoit. Souvenez-vous que des Etats, que la nature et les circonstances ont fait rivaux, ne sont pas des personnes morales: c'est s'abuser que de les juger d'après les mêmes principes qui doivent regler la conduite des individus: ce sont

ſont des corps qui ont l'un à l'égard de l'autre un mouvement d'impulſion et de répulſion: et chacun d'eux tend naturellement et forcément, à ſe remettre à ſa place, quand une douloureuſe néceſſité l'en a fait ſortir. Ce ſont ces mêmes principes que la Grande-Bretagne a conſtamment avoués, toutes les fois qu'elle a prétendu tenir, orgueilleuſement, la balance et l'équilibre de l'Europe.

LORD WEYMOUTH.

Nous n'oublierons jamais que c'eſt par les ſecours ſecrets de la France que les rébelles ſe ſont d'abord ſoutenus et par ſes ſecours publics qu'ils ont réſiſté à nos puiſſans efforts.

L'ENVOYE.

Elle n'a donc pas ſoupçonné ſans fondement que votre projet étoit de les rallier, pour les armer contre elle. Des ſoupçons ne peuvent porter ſur des preuves clairement articulées et ſolidement établies; parceque des ſoupçons ne ſont pas des aſſertions. Mais, je le répete, la connoiſſance du caractere de votre nation et le ſouvenir des deprédations et des inſultes commiſes en 1755, lui ſuffiſoient pour asſeoir des ſoupçons. Vous vous êtes trahis vous mêmes,

mes,

mes, en avouant que vous regardiez comme des hoftilités, les fecours clandeftins que nous donnions aux Colonies: vous en aviez fait des plaintes trop ameres, pour qu'on ne foupçonnât pas vos vuës ultérieures: vous nous regardiez fans doute comme des victimes dont on ne differoit le facrifice qu'en attendant l'occafion de les immoler plus sûrement. Vous êtes plaifans, Mrs. les Anglois. Quand la France vous reprochoit les fréquentes infultes faites à fon pavillon, vous répondiez que, fur le théatre vafte et éloigné des opérations d'une guerre navale, la vigilance la plus active, l'autorité la plus ferme, étoient incapables de découvrir ou de réprimer tous les désordres: et quand la France répond fur le même ton, à vos plaintes réciproques; vous n'admettez point fes raifons, fous prétexte que la volonté du Prince ne trouve point d'obftacle dans ce royaume. La partialité vous aveugle au point que vous ne vous appercevez même pas de cette contradiction palpable. Vous ne faites pas attention que le despotisme que vous dites exifter en France, y faciliteroit bien plus ces désordres, que dans un empire fondé fur des loix equitables et invariables, d'après le tableau que vous tracez vous même de votre conftitution. Il feroit impoffible que la vigilance des loix pût toujours prévenir la contrebande habile. Comme on ne pouvoit empêcher une nation que vous aviez pris plaifir d'humilier avec un orgueil fi révol-

tant, de faifir avec empreffement l'occafion de s'indemnifer à vos dépends, deviez vous vous attendre que vos follicitations euffent beaucoup d'effet et que la cour même pût, avec la meilleure intention, arrêtter une contrebande que tous les François favoient qu'il étoit de fon interêt de favorifer? Les loix des nations condamnent, il eft vrai, ces pratiques; mais elles ferment les yeux fur la conduite des fouverains à cet égard: elles font contentes, s'ils ne les avouent pas publiquement: elles croient faire affez, en donnant à la puiffance léfée le droit de confisquer les marchandifes coupables, quand elle peut s'en faifir. Ainfi fe conduifit votre Reine Elizabeth à l'égard des infurgens des Pays-Bas, fans recourir à plufieurs autres exemples que je pourrois vous alléguer. Le droit public des nations ne fait pas des reftrictions plus feveres au droit naturel qu'ont tous les peuples de commercer avec une liberté illimitée fur toutes les mers et dans tous les pays. Nous ne vous avons jamais promis de ne point commercer avec les Americains. Vous favez vous même que vous n'avez pas toujours été en état d'empêcher en Angleterre la pratique d'un pareil commerce. La connivance du Roi de France à cet égard, quand même elle feroit prouvée, doit paroître d'autant moins étonnante, que tous les autres fouverains en agiffent de même. Si vous deviez regarder comme ennemis toutes les puiffances dont les

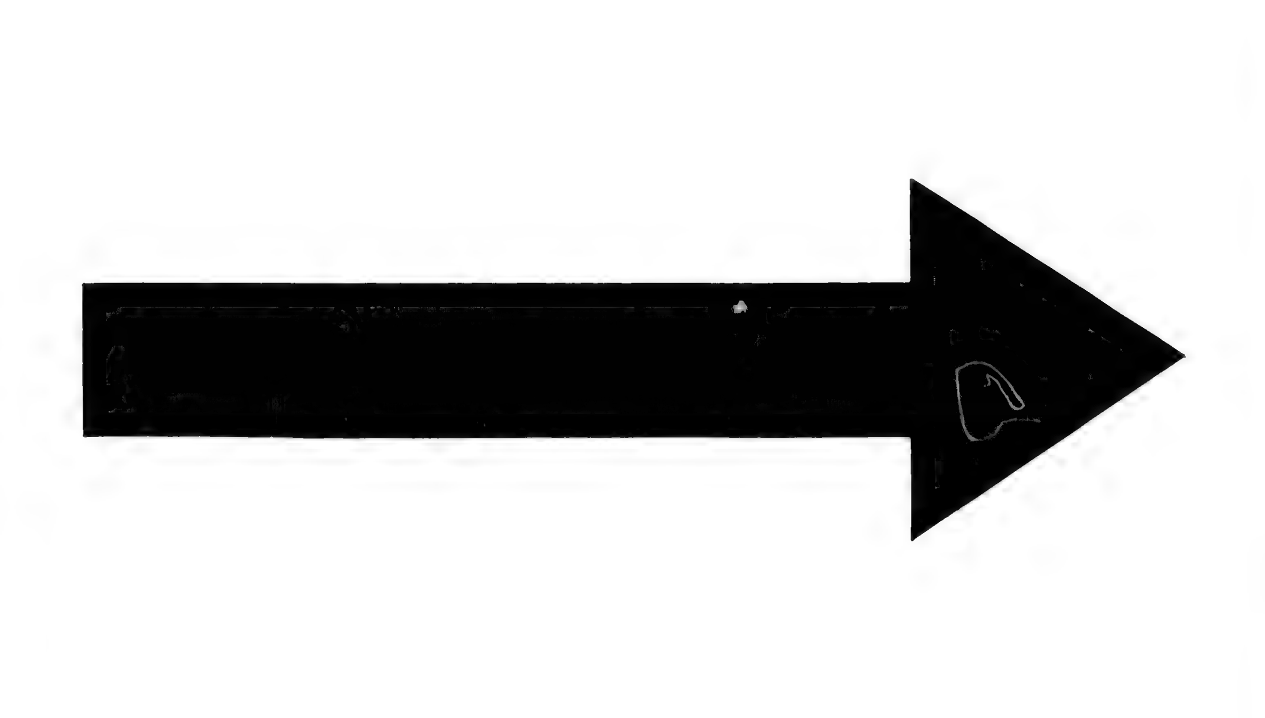
leſ ſujets ont fourni des marchandiſes de toutes ſor-
tes aux Americains, vous auriez dû commencer par attaquer ouvertement les Hollandois; puiſque vous ſavez que les Americains ont tiré des habitans de St. Euſtache et de Hollande encore plus de marchandiſes que de tous les autres pays. Vous prononcez ſans héſiter que la conduite des François eſt une violation de la [illegible] pourquoi, les autres nations qui n'en ont [illegible] fait, ſeroient-elles moins coupables? [illegible] iſſez malgré vous votre haine nationale [illegible] s hoſtiles.

LORD WEYMOUTH.

Tout le monde ſçait que, par les pactes généraux, écrits ou tacites, et par les uſages bien entendus de toutes les puiſſances de l'Europe, chaque métropole doit avoir la propriété excluſive de ſes Colonies. Notre Docteur Mariott l'a prouvé aux Hollandois en leur reprochant leur méchantes pratiques. Je vous conſeille de lire le mémoire juſtificatif qu'il a publié à ce ſujet.

L'ENVOYE.

Je n'ai pas beſoin de lire ce mémoire: car il ne me dira pas que ce ſont les Anglois qui ont tou-



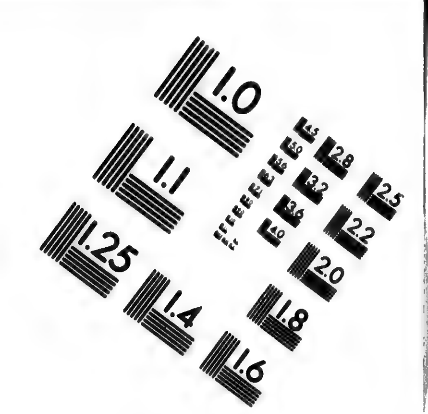
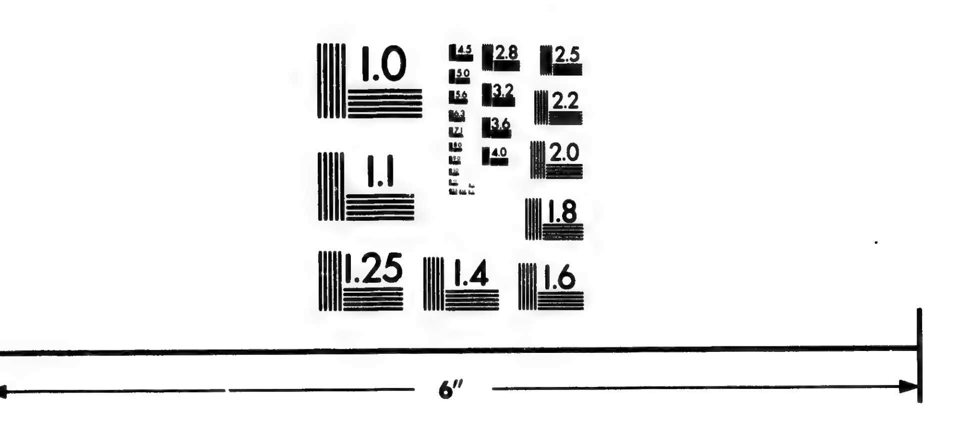
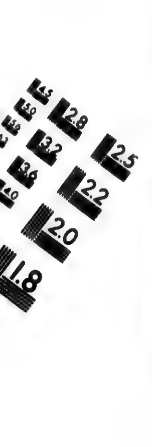


IMAGE EVALUATION TEST TARGET (MT-3)




2.8
2.5
3.2
2.2
3.6
2.0
1.8

toujours violé ces pactes et ces uſages avec le plus d'impudence. C'eſt par leur commerce illicite avec les Colonies Espagnoles, c'eſt en défendant même cette odieuſe contrebande par des guerres ouvertes, qu'ils ont fait prendre le chemin de l'Angleterre aux revenus de ces Colonies qui, *par la premiere découverte, par une poſſeſſion non interrompue de près de trois cens ans et par le conſentement de toutes les nations, appartenoient inconteſtablement à l'Espagne.* Il me ſeroit plus aiſé de multiplier les autres exemples d'un pareil commerce illicite que vous avez fait dans tous les pays, qu'à vous de les nier. Ce n'eſt pas tout. Avant que la guerre éclatât, vous aviez déjà vu la néceſſité de vous relâcher de vos loix prohibitives à l'égard des Américains; vous leur permettiez de trafiquer directement dans les ports des autres puiſſances de l'Europe: ne ſait-on pas d'ailleurs qu'il y a eu un commerce conſtant et direct entre vos Colonies et les établiſſemens des autres Etats en Amérique? Ainſi les ſuites de vos procédés odieux retombent ſur vous mêmes. Plût-à-dieu que vous vous fuſſiez bornés à ces commerces illicites, et qu'en pleine paix, vous n'euſſiez jamais commis, avoué des hoſtilités manifeſtes!

LORD

LORD WEYMOUTH.

Jamais ces exemples prétendus n'ont exifté : jamais la Grande-Bretagne n'a violé, comme vous, tout ce qu'il y a de plus faint parmi les hommes.

L'ENVOYE.

Toutes les nations maritimes, voifines, vont dépofer contre l'Angleterre. L'Espagne vous reproche que vous ne poffedez presque aucun de fes anciens territoires que vous n'ayez acquis par furprife en tems de paix, et que toutes les mers font témoins que, quand vous avez battu fes vaiffeaux, il n'y avoit pas fujet de croire qu'ils duffent même être attaqués. Cette affertion paroît outrée, tant elle eft étonnante: elle eft cependant dans l'exacte vérité. Entr'autres exemples, l'équité vous reprochera toujours d'avoir furpris la Jamaïque en pleine paix et de vous en être fait adjuger la poffeffion par le droit de la force. Durant tout le cours du regne d'Elizabeth, et conftamment, quoique moins fouvent, fous les autres regnes, vous avez regardé comme une action glorieufe et patriotique, de piller les vaiffeaux, et d'envahir les côtes et

le

le commerce exclusif du Roi d'Espagne. Gibraltar même et Minorque, par quel droit les possédez-vous ? N'est-ce pas pour avoir profité odieusement de la détresse où se trouva le Roi d'Espagne à la paix d'Utrecht ? Vous tirâtes parti des circonstances pour le forcer de vous céder ces deux beaux fleurons de sa couronne, que vous n'aviez saisis que pour les rendre au Roi qui seroit accepté par les Espagnols. N'avez vous pas, en pleine paix, fourni des armes aux habitans de Ceylon pour chasser les Hollandois de Trinquemale ? Ne leur avez-vous pas enlevé en pleine paix plusieurs établissemens dans l'Isle de Sumatra, dont vous avez ensuite su vous faire confirmer la possession par le même droit du plus fort ? En 1755, n'avez-vous pas, en pleine paix, enlevé plus de trois cens vaisseaux François qui naviguoient sur la foi des traités et fait prisonniers huit mille hommes qui étoient la fleur de leurs matelots ? Vous osâtes même soutenir que la restitution des vaisseaux, pris avant la déclaration de guerre, étoit contraire au droit des gens, pour répondre à *l'ultimatum* de notre cou[illegible] En pleine paix, l'Amiral Boscawen s'empara d[illegible] *ide* et du *Lys*, deux vaisseaux de guerre. Pour nous forcer à nourrir ces prisonniers enlevés si odieusement ou pour les engager à plonger le poignard dans le sein de leur patrie en les débauchant pour votre service, vous les laissiez

périr de misere et de faim. Le caractere sacré d'Ambassadeur n'a pu dérober le malheureux Jumonville à vos coups. Dirai-je avec quelle cruauté vous avez détruit dans l'Acadie une peuplade d'hommes libres et vertueux, composée de 25000 hommes, uniquement, parce qu'ils étoient François d'origine ? Quelle orgueilleuse barbarie n'employâtes-vous pas, à l'occasion de ces billets de Canada que vous nous forçâtes à payer ? Dites donc, à présent, si d'après des procédés si odieux, si perfides, la France a eu tort de soupçonner vos vues ? Pouvez-vous nier que, dans le tems que la France faisoit des préparatifs que votre caractere connu rendoit nécessaires, il a été réellement mis en délibération de l'accabler, en enlevant d'un seul coup de filet, ses navires, ses matelots, ses pêcheurs ? Les François ont dû sentir tous ces outrages : l'animosité la plus violente devoit fermenter dans leur coeurs ulcérés : voilà le sentiment juste et fondé que le soulevement des Américains a fait éclater. Quand, dans le siecle passé, vous souleviez l'Europe contre la France, il vous eût été difficile d'alléguer d'autre raison qu'une haine nationale, invétérée ; mais quand les François vous disent actuellement qu'ils veulent venger leurs griefs et mettre un terme à votre empire tyrannique sur les mers, ils ne combattent point des fantômes et ne parlent

point

point le langage de la déclamation. Vos immenses progrès dans toutes les parties du monde, à leurs dépends et aux dépens des autres nations, et en dernier lieu votre alliance avec les Mosquites, pour pénétrer dans le Mexique, votre prise de possession des Isles Turques et des Isles de Falkland, tous ces faits publics, tous ces griefs révoltans, ne justifient ils pas pleinement leurs craintes, n'autorisent-ils pas leur ressentiment et n'absolvent-ils pas leur attention à soulever l'Europe contre votre ambition et contre vos progrès effrayans vers la monarchie universelle du commerce, des mers et des deux Indes? Mais votre regne est passé, le voile est tombé: l'inaction des puissances jadis vos alliées, vous annonce qu'il faut parler un autre langage, changer de conduite et jouer un rôle plus modeste.

LORD WEYMOUTH.

Il ne s'agit pas ici de discuter la justice ou l'injustice de la conduite de l'une et l'autre cour; il est question de s'arranger pour arrêtter l'effusion du sang. S. M. T. C. ne pourroit-elle pas renoncer à son alliance avec les Américains et retirer sa déclaration du 13 Mars de l'année derniere?

L'EN-

L'E N V O Y E.

Quand il plut au Roi d'assigner aux Américains une place parmi les nations libres, et de traiter avec ce peuple faible et naissant sur le pied de l'égalité, il jura de ne pas l'abandonner, que son indépendance ne fût affermie sur une base ferme et inébranlable. Ce serment, qui tient à l'honneur de la nation, est plus fort et plus sacré que tous ces vains sermens que l'on prête, en signant ces trêves qu'on apelle paix, à l'infraction desquelles on n'a attaché aucun déshonneur, parcequ'elles ne sont que des situations forcées où le plus fort réduit le plus foible; jusqu'à ce que celui-ci soit en état de revenir à la charge et d'attaquer ses rivaux avec d'autant plus d'acharnement que son humiliation avoit été plus grande. Vous voyez, dans cette observation, le principe qui nous a servi de regle. Plut-à-dieu que vous n'en eussiez jamais suivi de plus odieux!

LORD WEYMOUTH.

Je suppose qu'on vous rendît le Canada,



nada, pour renoncer à vos liaisons avec les Américains. Une acquisition si importante devroit vous tenter.

L'ENVOYE.

Votre insinuation est injurieuse. De quel front un François ôseroit-il paroître chez l'étranger, si, jamais, il avoit pu concevoir l'indigne pensée de vendre des alliés, des amis? Considerez, Mylord, que, quand même nous aurions l'ame assez noire pour croire cette offre admissible, nous n'aurions pas l'aveuglement de la croire praticable. Nous perdrions d'utiles alliés; et nous n'aurions embrassé que des fantômes. Pourrions-nous compter sur la jouissance tranquille du pays que vous nous offrez, dès que votre réunion aux Américains vous auroit rendu, avec votre ancienne préponderance, la tentation de nous le ravir de nouveau; et que cette infame trahison, en vous ramenant pour toujours les Américains, les auroit rendu nos éternels et nos plus furieux ennemis? La France a des vuës bien différentes. Je ne sais même si elle ne vous laisseroit pas tout ce que vous possedez encore vers le Canada, au cas que vous

vous missiez bas les armes et reconnussiez l'indépendance des treize Colonies. Elle ne peut ni ne doit les abandonner. Pour sauver votre honneur, on feroit une trêve à longues années, et les Américains feroient traités, comme vous les traitez actuellement, c'est à-dire comme indépendans de fait. Ces conditions vous sont très favorables: considerez l'impossibilité où vous êtes de ramener l'Amérique et le danger qui vous menace de perdre tout ce qu'il vous reste encore dans cette partie du monde.

LORD WEYMOUTH.

Je suis vraiment étonné que la France se donne déjà le ton de prescrire la loi: a-t-elle acquis ce droit par le succès de ses opérations militaires? L'a-t-elle acquis par ces victoires navales qui n'existent que dans ses gazettes et dans les manifestes des vainqueurs prétendus?

L'ENVOYE

Vos infructueuses compagnes en Amérique sont surement des riens: les conquêtes de la Domini-

minique, de St. Vincent, de la Grenade et de pluſieurs établiſſemens en Afrique, ſont des avantages prétendus: la défaite de Byron et la ſuite de Hardy ſont des rencontres ſans conſéquence. Ainſi, tous les Gascons ne ſont pas ſur les bords de la Garonne: vous nous perſuaderiez bientôt que l'Amiral Keppel et l'Amiral Hardi ont battu completement le comte d'Orvilliers et que Prevoſt et le Général Wayne ont taillé en pieces toutes les armées Américaines.

DIALOGUE VII.

S. M.

LORD WEYMOUTH,

LORD NORTH, LORD GERMAINE.

LORD WEYMOUTH.

Croiriez-vous, Sire, que la France nous fait des propositions que les plus grands succès justifieroient à peine et qu'elle ne nous propose rien moins que de faire une trêve à longues années, pendant laquelle les Colonies revoltées seroient indépendantes de fait. Envain ai-je opposé au négociateur les meilleures raisons contenues dans le mémoire justificatif que nous allons faire paraître : je les avois même apprises par cœur pour qu'elles ne perdissent rien de leur force : mais il m'a non seulement répondu ; il m'a même fait quelques questions embarassantes, auxquelles je crains de n'avoir pas pleinement satisfait. En un mot il m'a représenté la nation Françoise comme si animée

contre nous, que nous devons renoncer à tout projet de conciliation de ce côté là.

S. M.

Je crois que nous n'avons pas assez prouvé qu'en 1755, nous n'avons point, contre la sainteté des sermens et la foi à des engagemens publics et sacrés, enlevé trois cens vaisseaux François: ce trait leur sert de fondement pour appuyer leurs craintes et leurs soupcons dans la conjoncture actuelle. Je crois qu'en effet dans la derniere paix, nous n'avons pas assez ménagé le ressentiment de cette nation. Nous aurions dû penser qu'elle n'est pas si endurante que la nation Espagnole. Mais Johnson est un génie inventif. Il a bien su nous prouver que l'on pouvoit en toute équité, fouiller dans la poche des Américains, sans leur demander permission: j'espere qu'il fera les additions necessaires à notre mémoire justificatif: car s'il arrivoit, par un hazard qu'on ne sauroit prévoir, que les François eussent la gloire de nous battre à coups de canon, il seroit fâcheux que nous n'eussions pas la consolation de les avoir au moins vaincus dans la guerre de plume. J'espere cependant qu'avec le secours de nos bons Amis les Hollandois....

LORD

LORD GERMAINE.

Hélas! je viens de recevoir une réponſe cathégorique de leur Ambaſſadeur. Nous n'avons plus rien à eſpérer de cette République. Elle ſe croit dégagée de ſes engagemens, ſous le vain prétexte que nous avons rompu les nôtres, en violant ſon pavillon. En un mot, elle refuſe poſitivement de ſe joindre à nous, en nous accordant les ſecours ſtipulés par les traités d'alliance. Ce n'eſt pas tout. Elle favoriſe ouvertement les Rébelles. Elle reconnoit les lettres de marque du congrès et permet à Paul Jones de reſter dans le Texel ſous pavillon Americain. Elle vient de nous répondre décidemment qu'elle ne peut nous rendre les deux beaux vaiſſeaux doublés en cuivre que ce corſaire nous a traitreuſement enlevés.

S. M.

Que je me repents actuellement d'avoir fait reſtituer aux Hollandois les vaiſſeaux et les marchandiſes que nous leur avions pris! Je ne les ménageois que dans l'eſpoir qu'ils finiroient par faire cauſe commune avec nous. Helas!

je ne vois que trop qu'ils m'ont cruellement joué! je ne m'attendois pas à une pareille trahiſon, de la part de mes bons amis les Hollandois. Je ne pardonnerai jamais à mon cher Couſin de ne m'avoir pas mieux ſervi dans un pays où je croyois qu'il avoit tout pouvoir. Encore, ſi nous pouvions nous flatter d'une juſte vangeance: mais je crains qu'il ne ſoit plus tems de goûter ce doux plaiſir des Dieux et des Rois. Il ne feroit pas prudent de nous attirer ſur les bras, un quatrieme ennemi, dont la puiſſance maritime eſt ſi conſidérable. Je vois qu'en effet nous ne devons plus compter que ſur nos propres forces et ſur nos propres reſſources.

LORD NORTH.

Hélas ces reſſources deviennent de plus en plus inſuffiſantes. Les impôts ſur les quels nous avions hypothéqué les derniers emprunts, n'ont pas rendu autant que l'on avoit eſpéré: toutes les branches des revenus publiques ſont comme frappées de ſtérilité: j'ai beau mettre mon eſprit à la torture, je ne puis plus imaginer de nouveaux moyens de tirer de l'argent: nous avons taxé les cheminées, les fenêtres, les poſtes, les chevaux, les chiens, et jusqu'aux domeſtiques: je crois que nos

com-

ennemis nous volent ou que le patriotisme s'éteint tout à fait dans la Grande-Bretagne: quelle nouvelle taxe pourroit-on établir au payement de laquelle perſonne ne pût ſe dérober et ſur laquelle on pût faire un calcul ſûr?

LORD BUTE.

Par exemple, les Egliſes ſont des lieux bien publics: ne pourrôit-on pas ériger à la porte, de chacune, des *custom-houſes* (péages)? On ne pourroit y entrer qu'en payant *ſix pence:* (ſix ſols) il y a dix millions d'hommes dans les trois Royaumes: il y en a qui dans la ſemaine, vont à l'égliſe pluſieurs fois, d'autres n'y vont qu'une fois, d'autres n'y vont jamais: en prenant un nombre moyen, ſuppoſons que ces dix millions d'hommes vont chacun quarante fois à l'Egliſe par an: nous aurons un revenu clair et net de 10000000 de livres ſterlings.

LORD NORTH.

L'idée eſt bonne: on s'apperçoit même que, depuis nos derniers revers les égliſes ſont plus fréquentées qu'auparavant. Quand ont ſouffre on eſt bien

bien dévot. Il feroit feulement à craindre que nos Anglois n'étant pas naturellement fort enclins à la piété; il n'en fallût pas davantage, pour leur faire abandonner tout à fait l'exercice de la religion: d'ailleurs je me fuis apperçu, que ce n'eft gueres que le menu peuple et les pauvres qui fréquentent les Eglifes: ils porteroient feuls le poids de cette impofition: il feroit même à craindre qu'ils n'échapaffent à la taxe en fe faifant tous méthodiftes(*)

LORD GERMAINE.

L'idée feroit meilleure, fi l'on érigeoit ces *Custom-houfes* à l'entrée des Salles de comédie.

LORD NORTH.

Vous avez raifon, Mylord. Nos Anglois fe pafferont plûtôt d'aller aux Eglifes que de fréquenter les fpectacles; mais il n'y a de théatres que dans les grandes villes: ainfi cette branche de revenu ne fuffira pas à nos befoins actuels.

LORD BUTE.

Par exemple, il eft un certain endroit où tout le mon-

(*) Ces Sectaires font quelquefois leurs prêches dans les rues et les places Publiques, *note du Traducteur.*

monde [illegible]t obligé d'aller: ne pourroit-on pas faire fermer tous les cabinets particuliers et forcer, comme à Geneve, tous les citoyens à fe rendre dans les édifices conftruits par l'Etat pour les befoins indispenfables ? (*)

LORD NORTH.

Je craindrois que, dans ce cas, tous nos Anglois ne devinffent conftipés.

UN SECRETAIRE *entre.*

Sire! Un Courier vient' d'arriver d'Irlande. Tout dans ce royaume, annonce les fymptômes d'une défection, femblable à celle de d'Amérique. Les Irlandois demandent unanimement que tous leurs ports foient libres, et ce qui rend leur demande plus effrayante, c'eft qu'ils la font à la tête de quarante mille hommes armés. Ils forment partout des affociations, en proteftant cependant de leur foumiffion pour le Roi.

(*) Il paroît que Lord Bute n'a fait que des obfervations très fuperficielles dans fes voyages.

S. M.

S. M.

ô Ciel ! il ne manquoit plus que cette nouvelle pour conſommer nos malheurs. Les Colonies perſiſtent dans leur opiniâtre rébellion : nous avons perdu la Dominique, St. Vincent, la Grenade et de riches établiſſemens en Afrique : la Ruſſie, la Pruſſe, le Danemark, la Hollande même nous abandonnent. L'Irlande commence comme l'Amérique à ſe révolter en proteſtant de ſa fidélité : ne finiroit-elle pas de la même maniere en ſecouant tout à fait le joug ?

LORD NORTH.

Je ne vois pas que nous devions perdre ſitôt courage. Nous n'avons qu'à nous appliquer à tourner toutes les diſpoſitions des peuples en faveur du miniſtere : n'épargnons pas l'argent à ceux qui préconiſent ſon Syſtême et ſes opérations : le peuple Anglois eſt bruſque : il n'y a que maniere de le ſavoir prendre : le miniſtere fera toujours ici ce qu'il voudra, auſſi bien que les autres Miniſteres le font à Paris ou à Conſtantinople. Si ce peuple a encore du ſang dans les veines, il y a moyen de le ſuccer.

LORD

LORD GERMAINE.

Je crains que le plan de ſtipendier des Ecrivains ne ſoit pas bien ſûr. Par exemple, nous payâmes très bien le Sieur Tickell pour un pamphlet qui mit pour un tems les rieurs de notre côté. Quel effet a produit ſa *Caſſette-verte* (Green-box) de Mr. de Sartine ? Nous nous étions flattés que ce pamphlet feroit lapider les membres de l'oppoſition, en les peignant comme des gens vendus à la France: L'artifice n'a pas réuſſi: il faut avouer que ce Tickell a bien mérité de nous : Car c'eſt le premier homme qui a loué le miniſtere actuel: il a furtout ingénieuſement comparé le ſommeil auquel il eſt vrai, mon cher Lord North, que vous vous abandonnez quelquefois, au ſommeil du Lion. Mais qu'avoit-il beſoin de compromettre ſa pénétration en fait de politique, en s'aviſant d'annoncer, d'un ton de prophete, que la France n'avoit plus qu'un ſouffle de vie et que l'Eſpagne ne ſe déclareroit pas en ſa faveur ? Qu'avoit-il beſoin d'aller à bord du *Prince Frederic*, pour ſe faire prendre par les François? Se feroit-il rendu en France pour être plus à portée de remplir ſon métier, et nous envoyer des *caſſettes-vertes* plus authentiques ?

LORD WEYMOUTH.

Jamais nous n'eumes tant besoin de ces sortes d'écrivains pour les opposer aux Price et aux Priestley: Nous devons toujours avoir soin de donner de grosses recompenses aux Auteurs soi-disans dramatiques, à proportion que leurs pieces seront lardées de maudissons à gros sel contre les François. Les Auteurs y gagnent eux-mêmes: cela les dispense d'avoir de l'esprit. Je me suis apperçu que l'Anglois n'avoit jamais plus de haine et de mépris pour ses ennemis naturels, que lorsqu'il voyoit sur le théatre un Marquis François, couvert de poudre et de brillans haillons sous un habit d'or, mangeant une feuille de choux, trichant au jeu et volant la bourse de ceux qui l'approchent.

LORD NORTH.

Quelques guinées, semées à propos, peuvent produire de grands effets. J'ai, par exemple, le tarif de de toutes les voix qu'il faut acheter dans le Parlement, pour faire passer une motion pour un nouveau subside. Croyez-vous que nous aurions encore un pouce de terre en Amérique, si nous n'avions pas

eu ſoin de payer, chez les Rébelles, des gens qui fomentent les diviſions inteſtines et ne ceſſent de faire naitre des ſoupçons contre les François dans ce pays là? Il faudroit ſurtout bien payer quelque homme de génie, dont l'eſprit fertile en reſſources imaginât un projet ſimple et efficace, pour nous guider dans la circonſtance épineuſe où nous ſommes engagés: j'ai déjá invité les perſonnes à talens de me communiquer leurs idées.

DIALOGUE VIII.

LORD NORTH.

Des FAISEURS de projets.

UN FAISEUR de Projets.

La modeſtie eſt la compagne du vrai talent; mais le vrai talent n'eſt pas toujours encouragé et récompenſé. J'ai négligé mes affaires, ſacrifié ma fortune, pour découvrir des plans utiles à ma patrie, j'ai

j'ai imaginé un projet qui, d'une seule opération politique, éteindra toutes les dettes de l'Etat; un autre projet, pour extirper la contrebande et les vols dans la Grande-Bretagne, un troisieme pour ajouter à la couronne toute l'Amérique metidionale: vous m'avouerez que jamais ces projets ne pouvoient être formés plus à propos: cependant qu'en est-il resulté? Mes créanciers m'ont tenu pendant plus de deux ans en prison, dans le tems que, me disposant à faire adopter mes trois projets, j'aurois conservé l'Amérique à l'Angleterre.

LORD NORTH.

Croyez-vous qu'il soit encore possible de la ramener?

UN FAISEUR de Projets.

Le génie trouve tout facile. Puisque vous m'honorez de votre confiance, j'espere voir bientôt tous les ennemis de la vieille Angleterre (*) eperdus et écrasés. Faites armer, et plûtôt que plus tard, douze flottes, dont la moindre contiendra au moins 30 vaisseaux de Ligne. La plus forte, qui ne sera pas moindre de cent vaisseaux, ira bloquer la flotte et tous les ports de France, d'autres iront bloquer les ports d'Espagne, et les autres, s'emparer du Mexique,

(*) Il y a dans l'original *Old-England.* Ces deux mots ont en Anglois une énergie qu'une traduction littérale ne rend point en François.

que, du Perou, des Isles Antilles et des Colonies revoltées. Je vous conseille encore d'en envoyer une à l'embouchure du Texel : Je me défie de ces Hollandois, depuis que j'ai lû dans les gazettes qu'ils avoient reçu Paul Jones à Amsterdam, avec une espece de triomphe. Vous sentez, Mylord, combien ces opérations vastes et brillantes peuvent servir à illustrer votre ministere, à relever la gloire du nom Anglois.

LORD NORTH.

Oui, mon cher Ami, je sens tous ces avantages et bien d'autres: dites-moi seulement quels moyens vous avez imaginés pour trouver des hommes et de l'argent?

Le FAISEUR de Projets.

Ces soins minutieux appartiennent au cerveau étroit d'un financier, d'un calculateur; ils sont au dessous d'un homme de Génie, tel que moi.

LORD NORTH.

Je suis, mon cher Monsieur, extrêmement touché de votre patriotisme: il est fâcheux qu'en travail-

vaillant à payer les dettes de l'Etat, vous ayiez été incarcéré pour vos propres dettes: voici quatre guinées; je vous conseille de vous en acheter des culottes et de manger, de tems en tems, quelques tranches de bœuf rôties sur le gril: l'étude et la méditation ne vous ont laissé que la peau et les os. Mr. le Martyr de la patrie, avant de vous occuper de la subsistance de nos armées et de nos flottes, je vous conseille de vous en faire de solides, et à l'abri des coups du sort.

UN AUTRE HOMME *à Projets.*

J'avoue que la situation des affaires est fâcheuse; mais elle n'est pas désespérante. J'étois dernierement en France: un Alchimiste venoit d'y composer un liquide brûlant, qui, lancé dans les navires ennemis, devoit les consumer avec la plus active rapidité. Je me donnois pour Américain, & j'eus le bonheur de m'introduire auprès de l'inventeur. En un mot, j'ai dérobé cet important secret. Louis XVI a refusé de s'en servir. Il faut avouer que les François sont bien sots. Si l'on nous représentoit que cette maniere de faire la guerre, est affreuse, horrible; ne pourrions-nous pas répondre qu'il n'y a rien là de plus extraordinaire que les machines infernales que nous avons employées plus d'une fois, pour faire sauter d'un seul coup des villes entieres,

les arracher de leurs fondemens et en disperser les débris avec les membres déchirés et palpitans des habitans surpris dans les bras du sommeil ?

LORD NORTH.

Votre projet seroit excellent, si vous ne le teniez pas d'un François. Il seroit à craindre que, si nous commençions les premiers à en faire usage, cet exemple ne les authorisât à s'en servir contre nous, ce qui pourroit nous devenir très funeste.

Les Faiseurs de Projets se retirent.

DIALOGUE IX.

LORD NORTH, un PHILOSOPHE.

LE PHILOSOPHE.

VOus avez, Mylord, dédaigné souvent mes avis salutaires. Je vous aurois abandonné dans la situation désespérante où vos funestes conseils viennent de réduire l'Angleterre, si mon amour pour la patrie ne l'emportoit sur mon amour-propre Philosophique.

LORD NORTH.

Au moins nous aurons la consolation de terrasser nos ennemis dans un beau mémoire justificatif que nous allons faire circuler dans toutes les cours de l'Europe.

LE PHILOSOPHE.

A quoi cela peut-il servir ?

LORD NORTH.

Que devions nous faire, tandis qu'ils s'efforcent de nous noircir dans tous les pays ?

LE PHILOSOPHE.

Nous taire et les battre.

LORD NORTH.

Votre Génie, Monfieur, a percé les profondeurs des fciences les plus abftraites: vous avez, dans des écrits immortels, jugé les Rois et les nations, les hommes et les chofes: Daignez développer, avec la franchife qui vous eft naturelle, vos idées fur la guerre prefente.

LE PHILOSOPHE.

Je vous l'ai dit, il y a longtems, Mylord; elle eft barbare et dénaturée, et les Auteurs ont trahi leur Roi, leur patrie, l'humanité. Il eft cependant un moyen de fauver notre honneur dans cette crife perilleufe: que dis-je? il fauve, à la fois, notre honneur et nos intérêts.

LORD NORTH.

Quel eft ce précieux moyen? vous avez excité toute ma curiofité; je fuis impatient de le connoître.

LE PHILOSOPHE.

Commencez par proclamer l'indépendance des treize Colonies révoltées, de la Floride et du Canada.

LORD NORTH.

Est-ce là votre beau projet ?

LE PHILOSOPHE.

Ensuite, renoncez, d'une maniere non moins solemnelle, à la Jamaïque, aux Barbades et à toutes vos Isles sous le vent.

LORD NORTH.

Vous perdez la tête.

LE PHILOSOPHE.

Quand nous aurons déclaré tous ces pays indépendans, fait alliance avec les habitans, qu'ils auront établi leur Gouvernement sur une base ferme, et que leur neutralité les mettra à l'abri de l'invasion de nos ennemis; nous proclamerons, avec le même droit et la même solemnité, l'indépendance de tous les établissemens des autres nations de l'Europe en Amérique.

LORD

LORD NORTH.

Mais si les Colons, sujets de l'Espagne et de la France refusent la liberté que nous leur offrirons, que faudra-t-il faire ?

LE PHILOSOPHE.

Nous les forcerons à l'accepter. Nos anciens cosujets les Américains, seront nos amis ou resteront neutres. Avec les forces que nous employons actuellement contre les insurgens, rassemblées et dirigées contre la Martinique, St. Domingue, la Grenade, Cuba, le Perou, le Mexique, la Louisiane &c., nous pouvons nous promettre de succès d'autant plus faciles, que ces pays ont de motifs bien plus puissants de secouer le joug que n'en ont eu nos colonies: ce parti est le seul qui nous reste: toute ma crainte est qu'il ne soit même trop tard d'y avoir recours; et que les François, les Espagnols et nos Colonies révoltées ne nous chassent entierement de l'autre hémisphere.

LORD NORTH.

Mais, le Portugal, la Hollande, et même le Danemark, ne mériteroient pas de partager le sort des François et des Espagnols.

LE PHILOSOPHE.

Auffi ne les attaquerions nous pas. Lorsque l'Amérique Angloife, Espagnole et Françoife feroit libre ; nous propoferions aux Hollandois, aux Portugais et aux Danois, ou de rendre également leurs propres Colonies indépendantes, ou de renoncer à la liberté de commerce dans tous les pays que nous aurions affranchis. Il eft vrai qu'il feroit difficile de les affujettir à cette derniere alternative ; mais la crainte de voir leurs Colonies s'avancer d'elles mêmes à l'indépendance par l'exemple des autres, ne contribueroit pas peu à les déterminer à un facrifice qui feroit amplement racheté par le commerce libre avec toutes les Colonies des autres peuples. La Hollande confentiroit d'autant plus volontiers à cette propofition, que ce petit pays ne peut fournir qu'à fes dépends des habitans pour former et entretenir des Colonies agricoles, éloignées.

LORD NORTH.

Ce project préfente de beaux côtés: avouez moi cependant qu'il n'eft gueres philofophe d'égorger es hommes pour leur faire accepter la liberté.

LE PHILOSOPHE.

Je doute qu'en portant la liberté aux habitans des établissemens étrangers en Amerique, il soit nécessaire d'en venir à ces cruelles extrêmités. On pourroit frapper en Europe des coups, dont l'effet se feroit sentir dans les pays que l'on voudroit rendre libres. Après tout, le bien de l'humanité est préférable à celui d'une nation. Il s'agit de couper pour toujours la racine de guerres futures; et je ne vois pas de moyen plus efficace. Depuis deux cens ans le sang ne coule que pour de misérables interêts de commerce. Pendant bien des siecles encore, le sang Anglois, François, Américain, rougira la surface des mers, si l'Amérique ne devient pas entierement libre: une haine invétérée, un ressentiment implacable ne cessera d'armer ces trois nations et de causer, à chaque instant, des embrasemens généraux et affreux. Daignez seulement vous rapeller une des dernieres scenes que cette malheureuse guerre a produite. Mettez-vous devant les yeux la rencontre de notre frégate le *Quebec* avec la frégate Françoise *la Surveillante*. Je ne sache pas qu'il y ait de spectacle plus intéressant pour un vrai philosophe, plus attendrissant pour un cœur sensible. Figurez-vous deux hommes, également vaillans, qui respectent peut-être leur mérite réciproque, brûlant de fureur et de rage à la vue l'un de l'autre pour un fu-

tile point d'honneur national. Ils font à peu-près égaux en force; ils ne peuvent gueres se promettre de l'avantage l'un sur l'autre: ils ne laissent pas de se lancer le feu, le fer et la mort: voyez les au milieu d'une troupe de corps étendus sans vie, mutilés, ou rendant le dernier soupir; rapellez-vous combien ces frêles machines ont coûté de soin à la mere qui les allaita, aux maitres qui ont perfectionné leurs facultés intellectuelles ou physiques, à la patrie qui veilla à leur défense: pensez à présent que les fruits amers de la victoire ne seront que pour des ambitieux qui n'ont point partagé le péril; envain chercherions-nous à le dissimuler: les François voient dans ces affreux momens, la mort d'un oeil aussi sec que les Anglois. La soif de vanger leurs anciennes injures leur inspire autant d'acharnement que l'animosité Nationale peut nous en inspirer contre eux: jusqu'à quand les malheureux humains, victimes insensées de leurs folies, iront-ils gaiment à la mort pour servir l'ambition ou la vaine gloire de quelques chefs de nations, que souvent même ils n'ont jamais vûs? Ecoutez, Mylord, quand les nations ne pourront plus disputer sur les mers que d'industrie et d'émulation, ne voyez-vous pas disparoître les germes empoisonnés, féconds et sans cesse renaissans de cet horrible état qui rend l'homme le plus grand ennemi de l'homme? En un mot, si la paix perpétuelle pouvoit être plus que le rêve des hommes de bien, quel événement pourroit l'accélerer davantage que l'indépendance des deux Amériques

riques? Si vous ne pouvez éteindre la rage d'avoir des Colonies, transportez en dans les terres incultes de votre propre pays; et avant de répandre votre population au dehors, voyez si, au dedans, elle est aussi florissante qu'elle peut l'être. Bornons-nous aux limites que la nature nous a fixées: tous nos efforts pour soutenir notre puissance extérieure ne peuvent plus être que les convulsions de la mort.

LORD NORTH.

Ainsi votre projet seroit de réduire notre Empire à l'Isle de la Grande-Bretagne.

LE PHILOSOPHE.

Oui Mylord. La nature a évidemment formé chaque Isle pour se suffire à elle-même et être le siege de la liberté, et la Grande-Bretagne, qui est la plus grande de toutes, pour être le modele et la protectrice des autres. Ainsi l'Irlande devroit ne nous être attachée que par une alliance étroite à la quelle sa situation et son interêt l'engagent assez. Ainsi nous pourrions abandonner Minorque et forcer les Espagnols à quitter l'Isle Majorque et les François, l'Isle de Corse.

LORD

LORD NORTH.

Votre projet respire l'enthousiasme d'un honnête homme, d'un bon patriote, d'un ami de l'humanité. Mais les tems ne sont pas encore mûrs pour un projet si relevé. Je vous avouerai même que votre systême s'offre sous un air de grandeur, qui m'en impose. Je connois votre désintéressement. Je n'ose vous proposer les recompenses publiques que vos talens mériteroient.

LE PHILOSOPHE.

Je ne veux rien. Je n'attends pas même les applaudissemens du siecle présent. Mon cœur me dit que j'aurai l'aveu de toutes les ames libres et sensibles et le suffrage de la posterité.

R T H.

oufiasme d'un hon-
e, d'un ami de l'hu-
nt pas encore mûrs
vous avouerai même
s un air de gran-
nnois votre défin-
opofer les recom-
méritéroient.

P H E.

pas même les ap-
Mon cœur me
es ames libres et
ité.